

# La voix de l'opposition de gauche

**Le 11 décembre 2018**

## **CAUSERIE ET INFOS**

● [Au format pdf \(pages\)](#)

**Nous devons oeuvrer à un changement de régime pour vivre conformément à nos aspirations légitimes. C'est possible et ce n'est pas négociable !**

Les hommes sont en général médiocres et quel que soit leur statut ils ont une vie médiocre, ce qui somme toute est assez logique, la question est de découvrir qu'est-ce qui pourrait les rendre moins médiocres pour qu'ils accèdent à une vie moins médiocres également.

Jusqu'à preuve du contraire, seule la lutte de classe pouvait les aider à s'élever au-dessus de cette médiocrité qui leur collait à la peau, mais dès qu'ils étaient parvenus à acquérir une vie moins médiocre, c'était pour aussitôt sombrer à nouveau dans la médiocrité, ce qui les promettait à connaître tôt ou tard à nouveau une vie plus médiocre. D'autant plus que les générations se succédant, les nouvelles n'auraient pas conscience de l'origine de leur médiocrité pour n'avoir pas connu autre chose, ce qui devait les encourager à s'y adapter ou à considérer que c'était la norme depuis l'éternité, et partant de là qu'il n'y avait nulle raison de s'en formaliser.

Cela dit, par la force des choses, les masses laborieuses n'ont jamais pu s'en accommoder totalement ou se résigner à leur misérable condition, et elles n'eurent de cesse sous l'Ancien régime féodal ou monarchique ou sous le régime capitaliste de se dresser contre le sort épouvantable que leur avaient réservé la classe dominante, mais n'ayant pas atteint un niveau de connaissances et de conscience politique suffisant pour s'organiser et diriger elle-même sont combat, chaque fois elles durent s'en remettre à des représentants de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui finirent par la trahir, hormis quelques rares dirigeants acquis à la démocratie sous la révolution française, et plus tard au socialisme scientifique ou au marxisme, qui lui resteront fidèles jusqu'au bout, mais ce qui malheureusement ne fera pas le poids face à une petite bourgeoisie ou des classes moyennes qui soumises à la formidable pression de l'inertie de l'histoire renoueront avec leur médiocrité atavique qui les conduira à renoncer à affronter le régime et à capituler en échange de la reconnaissance de leur statut qui leur procure certains privilèges.

Tout au long de la lutte de classes, elles se rangeront au côté de la classe ouvrière quand elles pourront tirer profit de leurs conquêtes sociales, ou elles s'en serviront dans l'unique but d'obtenir de nouveaux privilèges, et le reste du temps elles manifesteront leur neutralité envers le régime ou elles le soutiendront contre la classe ouvrière. Etant servies, quand sonnera l'heure du néolibéralisme elles seront indifférentes à la liquidation de tous les droits acquis de la classe ouvrière, tandis que ses couches inférieures seront reléguées au rang du prolétariat et destinées à connaître le même sort. Voilà à peu près où nous en sommes rendus aujourd'hui.

Voilà ce qui notamment explique ou permet de comprendre pourquoi et comment le mouvement ouvrier a été corrompu et a dégénéré pour finalement abandonner le combat pour renverser le régime en place ou pour le socialisme.

Quels enseignements politiques tirer de cette analyse ?

La direction du parti qu'il nous faut construire devrait être placée sous le contrôle d'un comité de surveillance composé majoritairement ou exclusivement d'ouvriers. Cela rejoint un peu à ce qu'avait proposé Trotsky à la section américaine de la IV<sup>e</sup> Internationale à la fin des années 30 si j'ai bonne mémoire, après avoir constaté que les intellectuels qui en composaient la direction avaient la fâcheuse tendance à partir dans de grandes théories qui n'avaient plus grand chose à voir avec l'objectif politique du parti ou qui tout du moins s'en éloignaient. Je crois même me souvenir, qu'il les avait invités à se faire embaucher dans des usines pour s'imprégner de l'état d'esprit des ouvriers, parce qu'apparemment ils en ignoraient tout ou presque, ce qui constituait une sérieuse lacune quand on était un dirigeant et qu'on se destinait de construire un parti ouvrier.

Quand on voit à quel point nos dirigeants actuels sont coupés des masses, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière corrompue, ce n'est plus une lacune, mais un gouffre qu'ils ne pourront plus jamais combler, et pour cause ils sont trop vieux, donc usés et irrécupérables, inutiles ou nuisibles en l'état, il faut s'en séparer au plus vite, et puis ce ne sera pas une grosse perte, puisque personne ne s'en apercevra !

Maintenant ce serait sombrer dans l'ouvriérisme que de croire qu'un ouvrier serait mieux armé qu'un petit bourgeois ou un intellectuel pour résister à la corruption idéologique ou matérielle, tout dépend s'il a rejoint le mouvement ouvrier en réaction à sa condition ou s'il y a été entraîné par le milieu dans lequel il avait baigné depuis son enfance, et à quel niveau de conscience politique il était parvenu, car seule la maîtrise du matérialisme dialectique permet d'acquérir un esprit critique suffisamment aiguisé et libre pour déjouer les ruses ou les pièges que les corrupteurs emploieront pour pervertir son engagement politique, s'il n'y est pas parvenu il sera une proie facile entre leurs mains, et inconsciemment il se laissera entraîner sur la voie du reniement de ses principes et il finira par être perdu à notre cause, cela peut arriver à n'importe qui, tous les renégats du socialisme ou du marxisme en témoignent depuis un siècle et demi.

Parfois les militants ou les travailleurs qui nous lisent doivent se demander ou ne comprennent pas pourquoi nous insistons sur ce qui leur semble être des détails insignifiants ou sans portée, et ils se trompent lourdement, car en réalité ce sont les signes non pas avant-coureur mais apparents d'une profonde corruption idéologique qui s'est déjà développé, enraciné dans le mode de pensée de celui qui en est victime, puisqu'on considère qu'au départ son engagement politique était sincère.

Chaque désaccord a une signification politique, chaque position adoptée a une signification politique. Chaque rapport entre les différents acteurs politiques ou partis, les différentes classes ou institutions, etc. comporte une signification politique qu'il faut caractériser le plus précisément possible sur le plan politique, tout en sachant qu'ils seront amenés à évoluer et qu'il faudra à nouveau encore et encore les caractériser. La nature sociale de certains est immuable, alors que celle des autres peut être modifiée qualitativement à tout moment, aussi doit-on être vigilant et capable de déterminer à quel moment ils changeront de nature ou ils basculeront dans un autre camp, et déterminer si cette modification sera irréversible ou non en fonction de certains critères déterminants, ce qui ne sera pas difficile à cerner puisqu'il suffira d'observer les méthodes qu'ils emploient pour se justifier.

Quand quelqu'un sombre dans le déni ou refuse de prendre en compte tous les facteurs et rapports qui composent la situation (présente et passée) et recourt systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour le couvrir et ainsi de suite, il enfonce toujours plus dans la mégalomanie, parce qu'il n'existe pas pour lui d'autres moyens pour justifier le reniement de ses principes ou de ses convictions qui constitue désormais le contenu ou la véritable nature de son engagement politique.

On sait maintenant que cela peut aller très très loin, autrement dit un imposteur osera tout au-delà de tout ce que peut imaginer une personne normalement constituée.

Les fossoyeurs du mouvement ouvrier et du socialisme accusent ceux qui les dénoncent ou ont démasqué leur imposture, d'être les ennemis du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière. Ceux qui n'ont eu de cesse de manipuler, tronquer, déformer les faits pendant plus d'un demi siècle, et qui ont recouru systématiquement au mensonge, à l'hypocrisie, à l'amnésie, à la sournoiserie, à la malhonnêteté intellectuelle, au procès d'intention ou à des méthodes encore plus scélérates pour accomplir leur sale besogne, nous accuse de réécrire l'histoire de la lutte des classes, d'être des faussaires, des renégats, des traîtres, des ennemis, ils n'ont guère d'autres arguments à nous opposer sans doute excéder de constater que les faits nous donnent raison neuf fois sur dix, alors qu'ils ont eu faux sur toute la ligne, on conçoit que cela puisse les rendre encore plus haineux, belliqueux, violent envers ceux qui font le bilan de leur activité politique et qui les caractérisent.

Nous avons affirmé qu'il fallait refonder le mouvement ouvrier, y compris avancer vers la création d'un nouveau syndicat, et réarmer théoriquement l'avant-garde, faire l'inventaire de la lutte de classe depuis le début du XXe siècle, c'est un crime !

J'ai été pratiquement le seul à défendre le matérialisme dialectique, vous aurez pu constater par vous-mêmes que même ceux qui prétendent défendre le marxisme ou parler au non du socialisme l'ont délibérément passé sous silence ou l'ont systématiquement négligé, alors que ce n'est rien de moins que la méthode pour comprendre le processus historique inconscient qui se déroule quotidiennement sous nos yeux et qui est soumis aux lois de la dialectique. Ce fut un crime d'aider chacun à acquérir cette méthode pour interpréter librement la situation et élever son niveau de conscience.

J'ai été pratiquement le seul à rappeler qu'à l'origine du combat du mouvement ouvrier se trouvaient le combat pour que les aspirations légitimes de la classe ouvrière à la liberté ou à disposer de son propre sort se réalisent ou que c'était son véritable et unique objectif. Le cours révisionniste et liquidateur suivi par le mouvement ouvrier au cours de la seconde moitié du XXe siècle a enterré ces aspirations ou cet objectif en subordonnant la classe ouvrière au capitalisme et à ses institutions. Le dénoncer fut un crime impardonnable parce qu'absolument tous les courants du mouvement ouvrier y participèrent.

Tout cela je n'ai cessé de l'exposer dans mes causeries, de l'étayer, de l'argumenter, de le démontrer pendant des années, et le développement de la situation n'a fait que confirmer les conclusions auxquelles j'étais parvenu, hélas puisque j'aurais préféré avoir tort ou m'être trompé sur toute la ligne, car cela aurait signifié qu'il existait au moins un parti ouvrier auquel on aurait pu se rallier, ce qui n'est pas le cas !

Comme je l'avais titré il y a quelque temps, stop ou encore ? A vous d'en décider.

A ceux qui disent aux travailleurs qu'ils ne doivent pas se résigner, qu'ils commencent par en faire autant, au lieu de reproduire sans cesse les mêmes erreurs ou de cautionner une orientation politique et des dirigeants qui nous conduisent droit au totalitarisme.

Ceux qui prétendent défendre ou représenter l'indépendance de classe ont adopté comme un seul homme pendant plus de 70 ans les quasi-totalité des résolutions de la direction confédérale d'un syndicat dit apolitique, de fait antisocialiste, Force ouvrière, sous Bergeron, Blondel et Mailly, croient-ils que les militants seraient frappés d'amnésie ? On nous prend vraiment pour des abrutis, quel mépris insupportable !

Même si les travailleurs et la plupart des militants ne saisissent pas très bien ce qui s'est passé entre 1945 et nos jours, ils constatent amèrement que l'orientation politique que le mouvement ouvrier avait adoptée durant plus d'un demi siècle allait aboutir à une régression sociale généralisée et sans fin, et ils l'accusent à juste titre d'en être responsable, de ce point de vue-là ou en l'état ils ont raison d'estimer qu'il est indéfendable.

Et aujourd'hui, ils exigent que tous les militants ouvriers cautionnent l'épouvantable bilan, révisionnisme, trahison de l'ensemble des syndicats et des partis dits ouvriers qui à défaut de le justifier en reportent la responsabilité sur les travailleurs ou la crise du capitalisme, la fatalité en somme, car eux de leurs côtés, ils sont évidemment irréprochables ou ils ont fait ce qu'ils devaient faire.

Sauf que les travailleurs et de plus en plus de militants rejettent ce discours, ils ne veulent plus l'entendre et là encore ils ont parfaitement raison. Alors les plus scélérats parmi ces dirigeants les accusent de s'en prendre au mouvement ouvrier, aux syndicats et aux partis dits ouvriers, loués ces derniers jours par les médias-oligarques pour avoir appelé au calme, à la capitulation face à Macron, et d'adopter la même attitude que l'extrême droite, la vieille rengaine des staliniens ou des imposteurs professionnels qui consiste à dire, si vous n'êtes pas d'accord avec la ligne politique qu'on vous propose, vous êtes un réactionnaire, voire un fasciste, un ennemi de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, rien de moins ! Ce genre d'argument pourri, on le connaît par coeur, on l'a combattu sans cesse pendant plus d'un demi siècle.

Pourquoi en viennent-ils à cette extrémité? Pour couvrir leur propre trahison ou faillite politique, et remarquez bien que c'est la même méthode qu'emploient les chiens de garde du régime qui officient dans les médias pour décrédibiliser et censurer tous les opposants à la politique de Macron, à l'UE, etc., pour les faire taire, disparaître.

Ils veulent rester les maîtres du mouvement ouvrier, continuer de le contrôler pour mieux le diviser et le disloquer, conserver leurs privilèges, car ce sont eux et personne d'autres les véritables fossoyeurs de notre cause et du socialisme.

On reviendra demain ou dans quelques jours sur les rapports qu'ont entretenus la classe ouvrière et les classes moyennes avec le régime durant la période allant de 1945 à nos jours, ainsi qu'avec leurs représentants ou ceux qui parlaient en leur nom.

### **Le principal commentaire que j'ai publié dans le blog Les Crises.fr.**

En avant-première, le prochain : Vous êtes fans de monsieur Sapir qui prônait l'alliance des deux fronts, le Front national et le Front de gauche, savez-vous comment s'appelle cette alliance ? Le national-socialisme !

- Quelle illusion, aberration, ignorance ou naïveté de croire qu'on pourrait vaincre le régime ou nos ennemis de classe sans direction, sans orientation, sans stratégie, sans programme, sans théorie, sans drapeau, sans dirigeants, sans parti, à partir de bonnes intentions, c'est la négation des enseignements de deux siècles de lutte de classe, c'est la négation de toute conscience de classe, de toute conscience politique en réalité.

Tous ceux qui le prétendent et qui ont accès aux médias ou aux réseaux dits sociaux sont des charlatans, des imposteurs ou des escrocs. Vous ne tarderez pas à vous en apercevoir et à vous en mordre les doigts pour les avoir crus. Le réveil va être encore plus cruel et vous n'avez pas idée du prix que vous, que nous allons payer pour avoir fait preuve d'une tel manque de discernement.

C'est la preuve aussi que vous n'êtes décidément pas prêts pour un changement de régime, un régime débarrasser du capitalisme puisqu'il n'existe pas d'autre alternative. Vous n'avez pas voulu envisager cette alternative, alors estimez-vous heureux comme vous êtes et résignez-vous au sort effrayant qui vous attend.

Vous avez sans doute compris pourquoi.

## **A cause de cela, Frédéric Lordon, l'éolienne, le brasseur de vent, le moulin à prières, la flûte enchanté, le marchand de sable...**

Frédéric Lordon 07.12 - Et les voilà qui divaguent entre l'ultradroite et l'extrême gauche, ou l'ultragauche et l'extrême droite, cherchent avec angoisse des « représentants » ou des « porte-parole » présentables, voudraient une liste circonstanciée de « revendications » qu'on puisse « négocier », n'en trouvent pas davantage, ni de « table » autour de laquelle se mettre. Alors, en désespoir de cause, on cherche frénétiquement avec le gouvernement au fond du magasin des accessoires : consultations des chefs de parti, débat à l'Assemblée, réunion avec les syndicats — l'espoir d'une « sortie de crise » accrochée à un moratoire sur la taxe gasoil ? un Grenelle de quelque chose peut-être ? C'est-à-dire pantomime avec tout ce qui est en train de tomber en ruine. Voilà où en sont les « élites » : incapables de seulement voir qu'il n'est plus temps, que c'est tout un monde qui est en train de partir en morceaux, le leur, qu'on ne tiendra pas pareille dislocation avec du report de taxe ou des taux minorés, bien content si les institutions politiques elles-mêmes ne sont pas prises dans l'effondrement général. Car il ne s'agit pas d'un « mouvement social » : il s'agit d'un soulèvement.

Quand une domination approche de son point de renversement, ce sont toutes les institutions du régime, et notamment celles du gardiennage symbolique, qui se raidissent dans une incompréhension profonde de l'événement — l'ordre n'était-il pas le meilleur possible ? —, doublée d'un regain de hargne, mais aussi d'un commencement de panique quand la haine dont elles font l'objet éclate au grand jour et se découvre d'un coup à leurs yeux. Ceci d'autant plus que, comme il a été noté, la singularité de ce mouvement tient à ce qu'il porte désormais l'incendie là où il n'avait jamais été, et là où il doit être : chez les riches. Et sans doute bientôt, chez leurs collaborateurs.

On lit que la directrice de BFM est restée interloquée d'entendre scander « BFM en culés » sur les Champs, et que le président de la société des journalistes a découvert, dans le même état, que « cela ne vient pas de militants mais de gens du quotidien ». Les pouvoirs de ce genre, ceux de la tyrannie des possédants et de leurs laquais, finissent toujours ainsi, dans la sidération et l'hébétude : « ils nous détestent donc tant que ça ». La réponse est oui, et pour les meilleures raisons du monde. Elle est aussi qu'après toutes ces décennies, le moment est venu de passer à la caisse et, disons-le leur dès maintenant, l'addition s'annonce salée. Car il y a trop d'arriérés et depuis trop longtemps.

Depuis les grèves de 1995, la conscience de ce que les médias censément contre-pouvoirs sont des auxiliaires des pouvoirs, n'a cessé d'aller croissant. Du reste, ils ont œuvré sans discontinuer à donner plus de corps à cette accusation à mesure que le néolibéralisme s'approfondissait, mettait les populations sous des tensions de plus en plus insupportables, qui ne pouvaient être reprises que par un matraquage intensif des esprits, avant qu'on en vienne à celui des corps.

C'est à ce moment que, devenant ouvertement les supplétifs du ministère de l'intérieur en plus d'être ceux de la fortune, ils se sont mis à rendre des comptages de manifestants plus avantageux encore que ceux de la préfecture, puis à entreprendre de dissoudre tous les mouvements de contestation dans « la violence » — et par-là à indiquer clairement à qui et à quoi ils avaient partie liée.

C'est peut-être en ce lieu, la « violence », que la hargne des laquais trouve à se dégonder à proportion de ce qu'ils sentent la situation leur échapper. Au reste, « condamner » ayant toujours été le meilleur moyen de ne pas comprendre, à plus forte raison poussé par des intérêts si puissants à la cécité volontaire, « la violence des casseurs » a été érigée en dernière redoute de l'ordre néolibéral, en antidote définitif à toute contestation possible — sans par ailleurs voir le moins du monde le problème à célébrer le 14 juillet 1789 ou commémorer Mai 68 : folle inconséquence de l'Histoire embaumée, mise à distance, dévitalisée, et privée de tout enseignement concret pour le présent.

En tout cas, dans le paysage général de la violence, les médias, surtout audiovisuels, ont toujours pris ce qui les arrangeait en ayant bien soin de laisser le reste invisible, donc la violence incompréhensible, par conséquent à l'état de scandale sans cause : le mal à l'état pur. Mais pourquoi, et surtout au bout de quoi, les Conti envahissent-ils la sous-préfecture de Compiègne, les Goodyear séquestrent-ils leur direction, les Air France se font-ils une chemise de DRH, et certains gilets jaunes sont-ils au bord de prendre les armes ? Qu'est-ce qu'il faut avoir fait à des gens ordinaires, qui ont la même préférence que tout le monde pour la tranquillité, pour qu'ils en viennent à ces extrémités, sinon, précisément, les avoir poussés à toute extrémité ?

Le déni de la violence sociale est cette forme suprême de violence à laquelle Bourdieu donnait le nom de violence symbolique, bien faite pour que ses victimes soient réduites à merci : car violentées socialement, et méthodiquement dépouillées de tout moyen d'y résister « dans les formes » puisque tous les médiateurs institutionnels les ont abandonnées, elles n'ont plus le choix que de la soumission intégrale ou de la révolte, mais alors physique, et déclarée d'emblée odieuse, illégitime et anti-démocratique — normalement le piège parfait. Vient cependant un moment où la terreur symbolique ne prend plus, où les verdicts de légitimité ou d'illégitimité volent à leur tour, et où la souffrance se transforme chimiquement en rage, à proportion de ce qu'elle a été niée. Alors tout est candidat à y passer, et il ne faudra pas s'en étonner : permanences de députés, banques, hôtels particuliers, préfectures, logiquement plus rien n'est respecté quand tout a failli.

Il est vrai qu'à ceux qui ont lié leur position et leurs avantages au cadre du moment, et qui n'ont cessé de répéter qu'il n'y en avait ni de meilleur ni simplement d'autre possible, l'irruption du hors-cadre radical ne laisse aucune autre solution de lecture que « l'aberrant », le « monstrueux », ou mieux encore, quand elle est « avérée », la « violence ». Encore fallait-il qu'elle demeure marginale pour pouvoir être maintenue dans son statut de monstruosité, et puis aussi qu'on occulte systématiquement la responsabilité de celle des forces de police. Mais ce sont ces deux conditions qui sont en train d'être détruites en ce moment.

La première parce que les « gilets jaunes » offrent à profusion cette figure oxymorique, incompréhensible pour les pouvoirs, des « braves gens enragés ». « Enragé » normalement c'est « enragé », c'est-à-dire ultra-radical-minoritaire. Ça ne peut pas être « braves gens », qui veut dire majorité silencieuse — ou bien contradiction dans les termes. Or, si. Assez simplement même : on est enragé quand on est poussé à bout. Il se trouve qu'au bout de 30 ans de néolibéralisme parachevés par 18 mois macroniens de guerre sociale à outrance, des groupes sociaux entiers ont été poussés à bout. Alors enragés.

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

Croyant que ce dont ils ne parlent pas n'existe pas, les médias ne les avaient pas vu venir ces enragés-là. Mais voilà, ils sont là, produits d'une longue et silencieuse accumulation de colère, qui vient de rompre sa digue. Ceux-là on ne les fera pas rentrer facilement à la maison. Et ceci d'autant moins qu'avec la naïveté des « braves gens », ils ont expérimenté, à l'occasion de leur première manifestation pour beaucoup d'entre eux, ce que c'est que la violence policière. En sont restés d'abord sidérés. Puis maintenant, s'étant repris, dégoupillés pour de bon. Alors on ne compte plus ceux qui, à l'origine « braves gens » certifiés, sont pris dans un devenir-casseur — comme certains autres, débitant des palettes sur un rond-point pour construire une cabane, sont pris dans un étonnant devenir-zadiste.

Gageons d'ailleurs que des révisions de grande ampleur doivent être en train de s'opérer dans leurs esprits. Car tous ces gens qui depuis 2016 et la loi El Khomri, jusqu'à 2018 avec Notre-Dame-des-Landes et les ordonnances SNCF, avaient été abreuvés de BFM et de France Info, invités à pleurer les vitres de Necker, se retrouvent aujourd'hui dans la position structurale des casseurs, en vivent la condition de violence policière et médiatique, et savent un peu mieux à quoi s'en tenir quant à ce que ces deux institutions diront désormais des « ultras violents radicalisés ». En tout cas c'est très embêtant pour les chaînes d'information en continu cette affaire : car si le devenir-casseur prend cette extension, que pourra donc encore vouloir dire « casseur » ?

L'autre condition est de maintenir les agissements réels de la police hors-champ. Sur ce front-là, on se battra jusqu'au bout dans les chefferies audiovisuelles. Le mensonge par occultation est général, acharné, épais comme de la propagande de dictature. La population basculerait instantanément dans l'indignation si elle avait l'occasion de voir le dixième de ce que les grands médias audiovisuels lui cachent systématiquement, ainsi ces vidéos d'une vieille dame en sang gazée ou d'un retraité matraqué. Quand France Info nous avait saoulés jusqu'à la nausée des vitres de Necker ou du McDo en feu, aucun flash à la mi-journée de lundi n'avait encore informé de la mort d'une octogénaire tuée par une grenade lacrymogène. Les robots de BFM n'opposent jamais aucune image aux syndicalistes policiers qui disent qu'on les « matraque » (sic !) et qu'on les « mutile ». Mais, si les mots ont encore un sens, de quel côté du flashball ou du lanceur de grenades compte-t-on les éborgnés et les mains arrachées ? On se demande si Nathalie Saint-Cricq ou Apathie garderaient leur déjeuner si on leur montrait au débotté les photos proprement insoutenables (il s'agit de blessures de guerre) de manifestants mutilés — vraiment — par les armes de la police. On ne sait pas qu'il se soit encore trouvé un seul grand média audiovisuel pour montrer en boucle, comme ils le font d'habitude, aux « braves gens » pas encore devenus casseurs cette vidéo d'un jeune homme roué de coups par huit policiers, qui achèverait de les informer sur le degré de confiance qu'il convient d'avoir en la « police républicaine » quand on met tout ça — ces dizaines de vidéos, ces centaines de témoignages — bout à bout.

Mais il y a une économie générale de la violence et on sait ce qu'elle donne quand elle est lancée : elle est réciprocaire, divergente et peut emmener très loin. Nul ne sait jusqu'où dans la situation actuelle, et peut-être à des extrémités dramatiques. Mais qui l'aura déclenchée sinon Macron qui, après avoir déclaré la guerre sociale à son peuple, lui déclare la guerre policière, peut-être bientôt la guerre militaire, en compagnie des médias de gouvernement qui lui déclarent la guerre symbolique ? Le partage des responsabilités est d'autant plus clair que les offensés auront encaissé très longtemps sans mot dire : l'agression économique, le mépris élitair, le mensonge médiatique, la brutalité policière. Or le mauvais génie de la réciprocité violente est une mémoire, et une mémoire longue. Sur un fil Twitter une baqueuse découvre sidérée — elle aussi, comme les primo-manifestants matraqués pour rien, mais en sens inverse, car, en définitive tout est affaire de sidération dans cette histoire, de sidérations opposées, qui passent les unes dans les autres, qui se nourrissent les unes les autres — la baqueuse, donc, découvre de quelle haine ses collègues et elle sont l'objet. Et l'on peine à le croire. Décidément toutes les institutions de la violence néolibérale tombent ensemble des nues. Les collégiens cernés et gazés au poivre par des flics accompagnés de chiens n'oublieront pas de sitôt ce moment de leur vie où s'est formé décisivement leur rapport à la police et, dans deux ans, cinq ans, cette police oublieuse qui les

croisera de nouveau s'émouvra de la détestation brute qu'elle lira sur leurs visages — et n'y comprendra rien.

Et voilà que le corps préfectoral se met à avoir des sueurs froides à son tour. C'est qu'ils ont de quoi se sentir un peu seuls dans leurs hôtels. Depuis que la préfecture du Puy-en-Velay a brûlé, on sait de quoi « les autres » sont capables — oui, maintenant, de tout. Alors il est urgent de négocier un virage sur l'aile sans attendre, pour faire savoir par « quotidien de référence » interposé que l'Élysée macronien a quitté terre, que, eux, préfets, ont conscience des malheurs du peuple, qu'ils pourraient même se reconvertir en lanceurs d'alerte si on les écoutait. On tâchera quand même de se souvenir que ce sont ces préfets qui depuis Nuit debout font éborgner, grenader, et tirer-tendu.

Mais l'on y verra surtout le retour de ce qu'on pourrait appeler « la situation La Boétie », celle que le pouvoir s'efforce de nous faire oublier constamment, et d'ailleurs que nous oublions constamment, tant elle semble un incompréhensible mystère : ils sont très peu et règnent sur nous qui sommes nombreux. Il arrive cependant que le voile se déchire et que fasse retour la cruelle réalité arithmétique du pouvoir. Et c'est bien cet aveu touchant de candeur qu'a consenti samedi soir le sous-ministre de l'intérieur, en reconnaissant qu'il ne pouvait guère engager davantage de troupe à Paris quand toute la carte de France clignote et demande de la garnison. Un manager de la startup nation trouverait sans doute à dire que le dispositif est « stressé ». Le « stress du dispositif », c'est le retour de La Boétie. Nous sommes les plus nombreux. Nous sommes même beaucoup plus nombreux qu'eux. C'est d'autant plus vrai que le plein est loin d'avoir été fait et qu'il y a encore une belle marge de progression. Tout ça se vérifiera bientôt : lycéens, étudiants, ambulanciers, agriculteurs, tant d'autres.

Mais alors quoi ? L'armée ? L'adolescent désaxé qui est à l'Élysée en est très capable : n'utilise-t-il pas contre sa population des grenades qui sont des armes de guerre, et n'a-t-il pas fait placer des snipers avec fusils à lunettes au sommet de quelques bâtiments parisiens, image des plus impressionnantes, étonnamment offerte par Le Monde qui est peut-être en train de se demander lui aussi s'il n'est pas temps de lâcher son encombrant protégé dans un virage ?

En tout cas, terrible moment de vérité pour l'éditorialisme « faites ce que vous voulez ». On avait adoré le dégagisme à Tunis ou place Tahrir. Mais expliqué que ce qui est là-bas un merveilleux sursaut de la liberté est ici du populisme crasseux qui rappelle les heures sombres. Jusqu'ici ça tenait. Et voilà que « mais votez Macron » pourrait bien tourner Moubarak, mon dieu dans quelle mouscaille ne nous sommes-nous pas mis ? Et forcément, plus on paye pour en sortir, plus on en met partout. Tout revient, tout éclabousse. Or nous en sommes là : quand un pouvoir verse une prime exceptionnelle à des forces de l'ordre qui se rendent chaque jour plus odieuses, c'est qu'il redoute par-dessus tout d'être lâché par elles et que, toute légitimité effondrée, il ne tient plus que par son appareil de force, dans la main duquel en réalité il se remet entièrement. Faites ce que vous voulez, mais votez Moubarak.

Ce pouvoir est honni car il s'est méthodiquement rendu haïssable. Il paye une facture sans doute venue de très loin, mais dont il est le parachèvement le plus forcené, par conséquent l'endosseur le plus logique. Il n'a plus pour se cramponner que le choix de la répression sanglante, peut-être même de la dérive militaire. Il ne mérite plus que de tomber.

Source : Le Monde diplomatique, Frédéric Lordon, 05-12-2018

Quel beau discours compatible avec Le Monde diplomatique détenu à 51% par les oligarques Pégasse et Niel, étrange, non, non parfaitement inutile sinon donner bonne conscience aux petits bourgeois qui sont servis par le régime.

**Soyez populaire, populeux, populo, populiste !**

Là c'est *Le Parisien* de l'oligarque Drahi qui s'y adonne par la voix d'un de ces journalistes, c'est beau tout de même la liberté de la presse, la démocratie, surtout quand on ne sait pas lire entre les lignes, et ne cherchez pas les intentions inavouables qu'il y aurait derrière, il n'y en a pas, voyons il n'y en a jamais eu, quelle idée franchement !

Le Parisien 04-12-2018 - ...il faut écarter les discours de celles et ceux qui profitent de ces tentatives de récupération politique pour déconsidérer le mouvement. Du genre : « les gilets jaunes sont noyautés par l'extrême droite » (ou par l'extrême gauche). Ce mouvement est un mouvement populaire, au sens des classes populaires et des petites classes moyennes qui composent la majorité de la population.

Après la surpolitisation, la dépolitisation. C'est sans doute une variante du même mépris de classe (en tous cas de la même distance sociale) qui fait dire à certains commentateurs que les gilets jaunes n'ont, au contraire, aucune conscience politique et rien d'autre à dire que « l'essence est devenue trop chère »

Les enquêtes d'opinion indiquent régulièrement que le problème n'est pas l'absence d'idées politiques de nos concitoyens mais le décalage grandissant – pour ne pas dire le gouffre béant – qui sépare ces idées de la compétition électorale et de la gouvernance politique qui en résulte, donnant ainsi l'impression à la majorité de ces mêmes citoyens que les responsables politiques se moquent d'eux et que la démocratie ne fonctionne pas.

À nouveau, comme dans les émeutes, si seule une minorité agit, une majorité les approuve plus passivement. Et cette approbation joue un rôle très important dans le sentiment de légitimité morale que ressentent ceux qui agissent.

La colère des gilets jaunes doit donc être prise au sérieux. Et elle ne devrait pas surprendre. Elle s'inscrit en effet dans une évolution à la fois économique (le recul ou la stagnation du pouvoir d'achat), sociale (le creusement des inégalités, les difficultés du logement, de l'accès à l'université, la disparition des services publics de proximité...), territoriale (le déclassement réel ou ressenti des habitants des périphéries, des périurbains et des ruraux) et politique.

Cette dernière (l'évolution politique) est double puisqu'il s'agit à la fois du discrédit croissant des élites (tant politiques que journalistiques du reste) et de la crise de l'offre politique qui a abouti, en 2017, à un paroxysme dont on n'a peut-être pas assez réfléchi les conséquences.

Qu'Emmanuel Macron ait été élu par défaut ou par un concours de circonstances est une évidence que sa mise en scène d'un présidentielisme exacerbé ne rend que plus grotesque et énervante. Mais, au passage, les formations politiques classiques de gauche et de droite semblent avoir sombré durablement, et avec elles une partie de leurs relais syndicaux et associatifs. Du coup, la distance est maximale entre, d'une part, un pouvoir politique perçu comme l'appropriation des institutions par une petite élite parisienne de technocrates et de rentiers du monde économique et financier et, d'autre part, un « peuple » ou une « base » se retrouvant plus que jamais sans corps intermédiaires et sans médiation avec ce pouvoir politique.

Le désarroi des élus locaux – qui s'exprime notamment lors de leurs congrès annuels – est en ce sens révélateur et inquiétant. Il est du reste passé trop inaperçu, ou bien a été lui aussi trop vite ramené à de simples questions de fiscalité. Qu'un maire sur deux déclare être à bout et ne pas vouloir se représenter aux prochaines élections municipales, en 2020, est un fait qui peut également être pris comme un signal d'alarme.

Le contraste est en effet saisissant entre l'inaction voire la relative bienveillance des policiers et des gendarmes sur les ronds-points de nos villes et villages d'une part, et ce qui s'est passé ces deux derniers samedis à Paris.

Nombre de témoignages de gilets jaunes signalent que, samedi dernier, à Paris, ils ont été attaqués à la grenade lacrymogène par des policiers dès le début de la matinée, lors même qu'ils se rendaient tranquillement aux points de rassemblement validés par la préfecture de police. Cela s'appelle de la provocation. Et le résultat est nécessairement de mettre ces manifestants encore plus en colère, pour ne pas dire en rage.

Pourtant, le nombre de grenades tirées est semble-t-il inédit (14 000 en une seule journée selon l'AFP), et on note que les CRS et les gendarmes mobiles continuent à faire un usage extensif des pistolets Flash-Ball et autres lanceurs de balles en caoutchouc dont la dangerosité et finalement l'inutilité sont reconnues non seulement par les chercheurs, mais aussi – et depuis plusieurs années – par le Défenseur des Droits (qui a clairement demandé l'arrêt de leur usage dans les manifestations), et même par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN, dans son rapport de 2015). Le Parisien, Laurent Mucchielli, 04-12-2018

### **Parole d'internautes et témoignages (Extraits du blog Les Crises.fr)**

1- Je suis d'une génération qui a eu la chance de connaître le plein emploi dans les années 60. Malheureusement j'ai connu aussi depuis près de 40 ans la perte d'acquis sociaux gagnés chèrement par les générations précédentes, la paupérisation d'une grande partie de la population Française, la montée du chômage de masse, le matraquage fiscal des plus démunis. Cette situation est la conséquence d'une mondialisation aveugle enrichissant les grands groupes financiers et industriels avec la complicité des gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite.

J'ai souvent rêvé et souhaité de tous mes vœux cette prise de conscience du peuple Français. Le peuple dans son ensemble, au moins 80 % ce qui est énorme, vient enfin de comprendre que uni derrière une cause juste il peut reprendre en main son destin et entrevoir à nouveau un avenir meilleur.

Quand un gouvernement (Président – Ministres – Députés) tente par la force d'imposer une politique en faveur des plus riches et qui laisse les plus pauvres sur le bord de la route, qu'une grande majorité de la population est contre, qu'il refuse de l'écouter et que pour seule réponse il envoie ses escadrons de CRS, qu'il a été élu avec moins de 20 % lors d'une élection volée au peuple, nous ne sommes plus en démocratie mais en dictature.

2- Ne portant pas le Gilet Jaune moi même car je ne me sens pas digne de ce vêtement (je fais aujourd'hui partie de ce que l'on pourrait appeler la classe moyenne supérieure), je souhaiterai témoigner des raisons qui me poussent à me sentir solidaire du mouvement.

En effet je vois partout autour de moi mes amis, ma famille, mes concitoyens devenir de plus en plus pauvres, méprisés et délaissés et j'enrage... J'enrage aussi de voir les élites de ce pays abuser et détourner chaque jour le mandat qui leur a été confié par les Français.

J'enrage de voir nos ministres, nos députés et notre président vendre la souveraineté de la France à une union européenne qui devient de plus en plus intolérante, impérialiste, autoritaire et osons le mot...fasciste.

Un seul champ lexical est en mesure de décrire l'attitude de nos gouvernants : celui de la trahison.

Ces gouvernants ont, en plus, l'insolence d'insulter nos concitoyens gilets jaunes de "peste brune" alors que ce gouvernement rend hommage à Pétain ou Mauras et soutient le gouvernement Ukrainien qui a maintes fois exprimé ses sympathies pour des organisations néo nazies. La peste brune n'est pas dans la rue, elle est dans les ministères et à l'Élysée.

Pour toutes ces raisons j'essaie de soutenir le mouvement des gilets jaunes par les moyens qui sont les miens.

Ce sont des actions simples comme essayer de défendre les revendications des gilets jaunes auprès de mes collègues de travail (étant juriste dans une banque privée cela peut s'avérer compliqué tant l'idéologie néolibérale est incrustée dans ce milieu).

Je tente aussi de mener des actions plus concrètes, par exemple avec quelques amis, nous tentons de rédiger une proposition de constitution de VIème république en glanant ici et là les revendications des gilets jaunes. Nous essayons de trouver des canaux de diffusion pour ce texte afin de permettre aux gilets jaunes de le discuter et de le modifier autant qu'ils le souhaitent.

Tout cela bien sûr peut sembler dérisoire et naïf en face des manifestations de courage des gilets jaunes qui affrontent la répression d'État dans nos rues mais je ne peux me résoudre à ne rien faire.

3- A propos de casse, les médias ne déplorent pas celle du PROGRAMME MACRON (Rapport PISANI-FERRY 2007-2017), C'EST EN MARCHÉ...VERS LA MONDIALISATION LIBÉRALE !

Tous les observateurs ont noté le retard et la parcimonie avec lesquels le candidat Macron avait livré son programme en cours de campagne, dont les éléments lui ont été fournis par l'économiste Pisani-Ferry, à peine libéré de sa nomination de commissaire à « FRANCE STRATEGIE » au service de l'ex-ministre de l'économie, avant de rejoindre les rangs «en marche» pour celui-ci, et qui sont consignés dans le rapport mis au point sous sa direction : « 2017-2027, ENJEUX POUR UNE DECENNIE ».

Il est intéressant d'extraire de ce rapport, devenu public (Editions de La Documentation Française), les meilleurs passages illustratifs de l'analyse prospective sur laquelle s'est appuyé en « off » l'ancien banquier infiltré et s'appuie encore aujourd'hui le président élu pour définir les « réformes » qu'il envisage.

Les « Gilets Jaunes » y trouveront matière à alimenter amplement leur détermination:

## **CHAPITRE « NOUVELLES FORMES DU TRAVAIL »...**

### **» LA REMISE EN CAUSE DE L'EMPLOI SALARIE STABLE A PLEIN TEMPS » (pp.58-62)**

- « Transitions par le chômage...plus fréquentes.
- De plus en plus d'embauches... en contrat à durée limitée et sur des périodes d'emploi de plus en plus courtes.
- L'entrée dans la vie active... marquée par l'instabilité.
- Le temps partiel accompagné... d'une insuffisance du revenu.
- La polyactivité... : des non-salariés cumulant plusieurs activités. »

« Cette situation... crée des conditions propices au développement des nouvelles formes d'emploi – auto-entrepreneurs, travailleurs sur plateformes, contrats courts – en complément ou en substitut du salariat traditionnel. »

### **« LE MODELE SOCIAL FACE AUX TRANSFORMATIONS DU TRAVAIL » (pp. 62-63)**

« On peut citer l'augmentation de la durée retenue pour le calcul du salaire de référence ou l'allongement de la durée d'assurance requise. Dans un contexte où le niveau des pensions par rapport aux salaires devrait décroître à long terme... »

Il faut noter que le statut d'indépendant peut s'accompagner d'un niveau et d'une variabilité des revenus comparables à ceux des salariés précaires, sans que la faiblesse des droits sociaux soit compensée par la détention d'un patrimoine. »

**« DIVERSIFICATION DES FORMES D'EMPLOI DEMAIN... LES OPTIONS EN DEBAT » (pp. 64-69)**

» Une rupture plus radicale... non seulement l'émergence de nouveaux modèles de coordination du travail de type plateformes, mais aussi une demande des employeurs enclins à se délier de leurs coûts salariaux fixes.

Il pourrait aussi en découler une mise en concurrence accrue des travailleurs et, partant, une plus grande volatilité de leurs revenus.

Il n'est pas souhaitable d'allonger la liste des situations partiellement assimilables au salariat et au régime général, et envisager plutôt la création d'un statut juridique intermédiaire, hybride entre salarié et indépendant. Certains pays l'ont fait en définissant par exemple une catégorie de « travailleurs indépendants économiquement dépendants », c'est à dire réalisant une part majoritaire de leur chiffre d'affaires avec un seul donneur d'ordre. »

**CHAPITRE « VIEILLISSEMENT, QUELLES POLITIQUES ? »**

Au premier rang des rares propositions avouées du candidat présidentiel, s'est réalisée d'emblée la décision étonnante de supprimer la part de cotisation des salariés, pour la compenser par une augmentation de la CSG... appliquée à tous. Il n'a point échappé à tous ceux qui ont payé leur cotisation retraite durant leur carrière que cela revient pour eux à la payer deux fois, cette augmentation de CSG venant en réduction sèche de leur pension.

Comme si cela ne suffisait pas, a été mise « en marche » la mesure beaucoup plus pernicieuse de « désindexation » des montants des retraites sur les prix, ce qui condamne ceux-ci à l'érosion progressive inéluctable sous l'effet de l'inflation, sans que l'on s'en aperçoive tout de suite.

C'est en effet pour que l'ubérisation programmée des actifs n'apparaisse pas trop criante qu'il fallait « en même temps » programmer la paupérisation des retraités afin d'éviter l'évidence d'une France à deux vitesses ( les « progressistes » progressant vers leur ubérisation et les « conservateurs » conservant leurs acquis), comme l'explique sans ambages le rapport susdit.

Mais les surprises réservées aux retraités ou futurs retraités ne s'arrêtent pas là quant aux réformes à opérer, comme on va le voir...

**» LES ENJEUX: Un niveau de vie qui décroche par rapport à celui des plus âgés (pp. 184-186)**

La pauvreté a longtemps touché davantage les personnes âgées que les jeunes. C'est aujourd'hui l'inverse...

Alors que le niveau relatif de consommation des adultes à différents âges était plutôt stable jusqu'en 2000, on observe ainsi un décrochage « au bénéfice » des plus de 60 ans depuis cette date.

Aujourd'hui, en France, le taux de pauvreté a tendance à décroître avec l'âge, ce qui n'est pas le cas dans les pays du Nord, de l'Allemagne et du Royaume Uni, où la pauvreté est stable ou croît avec l'âge. »

[ Il est donc urgent d'y remédier, avec un nivellement par le bas que détaille le rapport ] :

» **LES CHOIX COLLECTIFS: Dépenses publiques et évolution démographique (pp. 194-198)**

Il n'y a rien d'anormal à ce que les plus âgés absorbent une part importante des dépenses de protection sociale puisque... les retraites sont la contrepartie de cotisations passées. Néanmoins, la « générosité » de notre système de retraite a beaucoup reposé... sur un recours de plus en plus systématique aux déficits. Le vieillissement démographique rend la poursuite de cette tendance non soutenable pour les années à venir...

[Déjà] les plus âgés sont deux fois plus mis à contribution pour le financement de la protection sociale qu'il y a trente ans, notamment avec la création de la CSG..., avec la création de la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie, l'imposition des majorations familiales de retraite, etc. »

« **LES OPTIONS EN DEBAT: Identifier les leviers de réforme (pp.200-202)**

Dans l'hypothèse d'un rééquilibrage des transferts publics des âgés vers les jeunes et les actifs, deux leviers peuvent être mobilisés:

– Le principal arbitrage concerne les dépenses de retraite, avec deux grandes options qui auraient des effets différenciés suivant les générations... Agir sur le niveau relatif des retraites, ce qui implique d'accélérer ou d'accroître l'érosion du niveau de vie relatif des bénéficiaires..., ou agir sur le nombre de retraités en continuant à retarder l'âge de départ ? Cette seconde option préserve le niveau de vie relatif des retraités mais pèse sur les actifs actuels.

– Une plus grande mise à contribution des plus âgés peut passer par une réduction des différences de taxation selon l'âge dans le système actuel sans en modifier la structure. [C'est, en clair, la surprenante proposition évoquée en introduction, ce qui n'exclue pas le reste...]. Elle peut aussi passer par une réforme plus profonde visant à transférer le financement des dépenses sociales du travail vers d'autres assiettes détenues par les plus âgés (ensemble des revenus, patrimoine).

Il est également envisageable d'accompagner une réorientation des transferts publics par une action visant à modifier – notamment par la fiscalité – les flux de transferts privés (aides familiales, donations, successions, développement du viager). »

[ On comprend pourquoi Macron n'a jamais explicité pareils détails de cette brillante philosophie qui sous-tend le programme «En marche» ! ]

LVOG - Le programme de guerre de classe du néolibéralisme. Rien n'est à négocier, tout est à jeter.

4- Un manifestant proposait un modèle " Islandais "...j'adore !

Réponse d'un internaute :

5- L'Islande est à 42% de dépenses publiques contre 57% en France. Elle est classée 11ème sur l'échelle du libéralisme, nous 71. Il n'y a pas d'ISF.

Ils sont à 40h. Et il est classé 8ème pour le nombre de milliardaires par habitants.

6- J'ai passé mon après-midi en gilet jaune avec environ 70 personnes sur le rond-point à l'entrée de ma petite ville. Ambiance très sympa avec café, boissons et en-cas moyennant une

participation libre sous une cahute de fortune. Tout le monde était représenté : jeunes, vieux, hommes, femmes, droite, gauche, centre et extrêmes des deux bords. Par contre aucun europhile ! Les gendarmes sont venus boire un coup et discuter pendant une bonne partie de l'après-midi. 90% des automobilistes avaient le gilet jaune sur la planche de bord et beaucoup klaxonnaient. Un seul mot d'ordre unanime : Macron dégage ! On remet ça lundi...

7- "Le capitalisme était considéré par les sociologues de son temps comme étant l'apogée du règne de la bourgeoisie, le fruit parvenu à maturité de la révolution bourgeoise. Et nous, de nos jours, nous ne saurions souscrire à cette opinion.

Il était entendu que le Socialisme viendrait après le capitalisme, et ceci même par des intelligences puissantes et pourtant peu favorables, comme Herbert Spencer.

Des décombres du capitalisme égoïste sortirait la fleur de l'histoire, la Fraternité des Hommes.

Au lieu de quoi, aussi consternant pour nous qui regardons en arrière que pour ceux qui vivaient à cette époque, le capitalisme, pourri jusqu'à l'os, accoucha de ce monstrueux rejeton, l'Oligarchie." J. London, Le Talon de Fer, 1908

8- Les abandonnés... abandonnés par les syndicats vendus qui les font tourner en rond pour rien, abandonnés par le PS avec ses combats de bobos (mariage gay, avenir de la planète).

### **Ceci aussi explique cela.**

#### **La France, recordman de la zone euro du travail précaire.**

alternatives-economiques.fr - "Sus à la précarité ! La création d'un bonus-malus sur les contrats courts est sur la table des partenaires sociaux, qui discutent en ce moment des règles de l'assurance chômage. Rien d'étonnant à cela : la part des contrats à durée déterminée (CDD) dans l'emploi salarié a fortement augmenté en trente-cinq ans, passant de 6 % en 1982 à 12 % en 2017.

Si le contrat à durée indéterminée (CDI) reste la norme, les CDD représentent désormais 87 % des nouvelles embauches. La part des contrats d'une seule journée dans les CDD est passée de 8 % en 2001 à 30 % en 2017. Plus largement, les CDD de moins de trois mois représentent un peu plus de 5 % de l'emploi total. Un record à l'échelle de la zone euro." alternatives-economiques.fr

### **Plus ils en rajoutent, plus le temps passe... et plus la détermination des masses va se radicaliser.**

- **Christophe Castaner, conférence de presse, vendredi 7 décembre - "Ces trois dernières semaines ont fait naître un monstre qui a échappé à ses géniteurs."** franceinfo 07 décembre 2018

#### **Les Versaillais aux abois.**

franceinfo 07 décembre 2018 - "C'est inacceptable" : la réponse de Marlène Schiappa à une figure des "gilets jaunes" qui appelle à investir l'Élysée samedi

Rentrer dans l'Élysée lors de la quatrième manifestation organisée par les "gilets jaunes", samedi. C'est l'objectif affiché par Eric Drouet, l'une des figures du mouvement et l'initiateur du blocage du 17 novembre.

François de Rugy et Marlène Schiappa ont vivement réagi, accusant ce représentant des "gilets jaunes" de vouloir "renverser le régime" et de s'attaquer à la République. "L'appel à marcher sur l'Élysée est inacceptable", a lancé Marlène Schiappa. "Votre but, c'est de renverser le président, le régime politique et non pas de porter des revendications ?" a, de son côté, lancé le ministre de la Transition écologique. franceinfo 07 décembre 2018

- "Gilets jaunes": Le Drian "inquiet" pour la démocratie et les institutions - AFP 07.12

**Les masses mobilisées sont apolitiques, indépendantes et les "gilets jaunes libres", pas leurs ennemis.**

- "Gilets jaunes" : Marine Le Pen défend la Ve République - AFP 07.12

**Regain d'odeur nauséabonde de l'Ancien Régime. Pour combien de temps encore ?**

- «Le grand retour des domestiques dans la société française» - Le Figaro 02.12

Derrière la croissance des «services à la personne» se cache une vieille manœuvre de l'État pour masquer le chômage. Dont profitent les plus riches et qui creuse le fossé entre la France des élites et celle des précaires. Le Figaro 02.12

**Ils n'y croyaient pas eux-mêmes.**

"Ce ne sont pas des mesurette de pouvoir d'achat qui vont changer la donne" déclare un député LREM au sujet des annonces d'Édouard Philippe - franceinfo 07.12

**Voie sans issue.**

- Le pouvoir d'achat, issue de secours du gouvernement - Liberation.fr 07 décembre 2018

L'exécutif a exhorté les entreprises à faire un geste sur les salaires. Une prime ponctuelle à la veille de Noël qui est loin de répondre aux attentes. Liberation.fr 07 décembre 2018

**Achevons-les !**

- "Nous avons mis un genou à terre, maintenant tout le monde va vouloir nous appuyer sur la tête" : l'inquiétude des élus de la majorité - franceinfo 07 décembre 2018

**C'était samedi 8 décembre.**

- Gilets jaunes : 125 000 manifestants, plus de 1 300 interpellations - euronews 09.12

Après une matinée relativement calme, des heurts ont éclaté dans l'après-midi à différents endroits de la capitale mais aussi en province, notamment à Bordeaux, où le défilé de plusieurs milliers de participants, d'abord pacifique, a dégénéré en fin de parcours.

Des heurts violents se sont également produits à Toulouse, où plusieurs milliers de personnes refoulées hors du centre-ville à coups de gaz lacrymogènes ont érigé et incendié des barricades.

A Paris, des voitures ont brûlé, des boutiques ont été pillées, mais dans une proportion moindre que le samedi précédent et parfois sous les cris de réprobation de "gilets jaunes".

Bientôt l'apaisement ?

La colère se cristallise sur la question du pouvoir d'achat et contre le président français Emmanuel Macron, qui doit s'exprimer lundi. euronews 09.12

### **La situation leur échappe.**

- "Gilets jaunes": Pas de coup de pouce général au smic, dit Pénicaud - Reuters 09.10

### **Mobilisation générale pour abattre le régime et prendre le pouvoir - Acte V.**

- À peine "l'acte IV" terminé, certains gilets jaunes lancent déjà un "acte V" - Le HuffPost 9 décembre 2018

Pour certains, ils ne lâchent rien. Un événement a été créé sur Facebook appelant à un "acte V" du mouvement des gilets jaunes, le samedi 15 décembre. "Macron n'entend toujours pas notre message", peut-on lire sur la page du réseau social dédiée. "Son objectif ? Qu'on abandonne...Notre réponse : On ne lâchera #RIEN!".

Pour l'heure, il compte 15.590 personnes, dont 2600 participants et près de 13.000 "intéressés", ce dimanche 9 décembre. Dans la discussion de ce même événement, certains gilets suggèrent donc de "paralyser Paris" ou encore de "couper les réseaux électriques" le week-end prochain.

D'autres événements de ce type ont été créés comme "ACTE 5: Macron Démission", qui totalise de son côté 3228 participants et plus de 22.000 "intéressés" et s'accompagne d'une flopée de revendications. Un autre est intitulé "Acte 5 Référendum Macron Démission" et suggère une "manifestation pacifiste des gilets jaunes sur Porte d'Orléans", dans le 14e arrondissement parisien. On dénombre ce dimanche dix événements comportant les mots-clés "acte 5", ce dimanche. Le HuffPost 9 décembre 2018

### **En désespoir de cause, l'union nationale avec sa majesté... en vain !**

- Gilets jaunes : Macron lance une grande concertation à l'Élysée lundi - leparisien.fr 09 décembre 2018

Mis hors-jeu ces dernières semaines par le mouvement des Gilets jaunes, les partenaires sociaux vont revenir dans la partie. Les cinq syndicats représentatifs (CGT, CFDT, FO, CFE-CGE et CFTC), ainsi que trois organisations patronales (Medef, CPME et U2P), seront reçus lundi à 10 heures par Emmanuel Macron à l'Élysée. Une sorte de sommet social, décidé ce dimanche matin et confirmé en milieu d'après midi, qui doit durer trois heures.

Les représentants d'associations d'élus, mais aussi les présidents du Sénat, Gérard Larcher, de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, et du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Patrick Bernasconi, sont également conviés.

Selon l'Opinion, le chef de l'Etat, qui a jusque-là toujours refusé d'accueillir des représentants des Gilets jaunes à l'Élysée, veut leur « présenter les mesures » qu'il a l'intention d'annoncer aux Français, lundi soir selon nos informations.

L'Élysée évoque davantage une concertation. « Le président de la République a souhaité réunir l'ensemble des forces politiques, territoriales, économiques et sociales dans ce moment grave que traverse la Nation, afin d'entendre leurs voix, leurs propositions et avec pour objectif de les mobiliser pour agir », précise ainsi le palais présidentiel. (Le roi détenant le pouvoir absolu invite ses sujets à se plier à sa volonté ou a appliqué les mesures qu'il a adoptées. On se croirait revenu à l'Ancien régime ! - LVOG) leparisien.fr 09 décembre 2018

## **C'est comme cela que le Capet a perdu sa tête. Non, il l'aurait perdu tout de même !**

- Gilets jaunes : «C'est trop tard, il fallait parler avant» - liberation.fr 9 décembre 2018

La prise de parole du Président, prévue ce lundi soir, intéresse peu les personnes mobilisées que «Libération» a rencontrées. Elles ne s'attendent pas à des mesures spectaculaires et assurent vouloir continuer le mouvement.

A Grenoble «Cette AG, c'est une nouvelle étape»

Après leur manifestation réussie dans le centre-ville de Grenoble - plus de 2 000 personnes et un premier dialogue direct avec le préfet de l'Isère -, les gilets jaunes isérois se sont retrouvés dimanche pour une longue assemblée générale dans une salle associative. Une première pour le mouvement qui n'avait jusque-là connu que des AG en plein air et peu structurées.

Plus d'une centaine de participants, femmes, hommes, jeunes et vieux, de tous milieux sociaux, ont débriefé la journée de la veille, tenté d'en tirer des leçons, émis des idées, poussé des coups de gueule. Une discussion chaotique parfois, brouillonne faute de méthode et d'habitudes. Des flots de paroles, d'émotions, d'engagement, avant que l'AG ne finisse par se structurer en groupes de travail étonnamment efficaces : actions, revendications, organisation, communication et démocratie interne.

De Macron et de sa prise de parole, il n'a pas été question une seule fois. Cédric Trivella, l'un des porte-parole locaux, n'est pas étonné : «On n'attend rien du Président. Ça aurait été différent s'il était venu parler au peuple dès le départ. Tant qu'il ne comprendra pas qu'il doit lâcher bien plus que des miettes, on continuera.» De fait, la question de la poursuite du mouvement ne se pose pas : la détermination semble inoxydable. La pérennité des points d'ancrage des gilets jaunes sur le territoire (barrages filtrants de ronds-points et de péages) n'est pas abordée : elle va de soi pour chacun car elle est le fait de petits groupes locaux autonomes. L'AG acte en revanche une nouvelle structuration et une montée en puissance, au-delà de ces actions de base.

Le programme de la semaine est bientôt calé, avec comme axe principal «de rassembler au maximum tous ceux qui galèrent, d'aller les aider et de ramener du monde sur les actions à venir», résume Nadège. Concrètement, des rendez-vous sont fixés pour aller à une assemblée générale organisée par des étudiants et au contact des précaires, à l'entrée des services sociaux. L'autre axe est d'agir sur le terrain «des rupins», dans les quartiers favorisés de l'agglomération, et aussi de cibler les députés LREM locaux.

Deux axes principaux de revendications émergent : pouvoir d'achat et démocratie. Au-delà de la lutte contre les taxes, socle commun, «le smic, les minima sociaux et les retraites doivent être revalorisés, c'est une urgence matérielle». Sur la démocratie, le référendum d'initiative citoyenne fait l'unanimité, mais «ça n'est pas assez». Une revendication «plus importante et ambitieuse» ne tarde pas à tomber : «Démission du gouvernement et convocation d'une assemblée constituante.» Personne ne tremble à ces mots : «Cette AG est une nouvelle étape, importante : on prend du recul, on se structure et on veille à rassembler tout le monde. On veut passer à plus gros», résume posément Cédric Trivella.

A Nice «Il y a eu Louis XIV, François Ier, et Macron»

Chaque fois, elle demande une hausse du smic et des pensions, la suppression de la CSG pour les retraités, le rétablissement de l'ISF. «On avance et on ira jusqu'au bout», assure-t-elle. Ce ne sont pas les quatre semaines de lutte, les annonces gouvernementales, les violences parisiennes et la faible mobilisation ce dimanche matin qui entameront sa détermination. «Oui c'est long, oui on est fatigués. Mais on ne baissera pas les bras.» Elle replace le gilet jaune sur le dos de son

chien. «Macron à la télévision ? Je ne le regarderai pas. J'aurai les échos, c'est largement suffisant. Il se prend pour un roi. Il y a eu Louis XIV, François Ier et Macron. Et nous, le peuple, on est taxés pour payer leurs privilèges.» Caroline perçoit une pension d'invalidité. Avec les allocations logements, elle dispose de 900 euros de revenus par mois.

Jean-Pierre n'a pas plus envie de «faire de l'audience à Macron». Cet ambulancier lira les annonces sur les réseaux sociaux: «S'il assumait, il l'aurait déjà fait. C'est trop tard maintenant. Il fallait parler avant.» Depuis plusieurs semaines, il planche sur un manifeste intitulé «Si j'étais président» : «Nous sommes arrivés au bout de notre Ve République agonisante et il faut que la prochaine soit vraiment différente», écrit-il. Entre un logo de la France et un coq tricolore, il demande pêle-mêle la suppression de la redevance télé, de la fiscalité, des charges sur les salaires, des frais de succession.

En Seine-et-Marne «Notre détermination s'est renforcée» liberation.fr 9 décembre 2018

### **Ils osent tout. Bienvenue chez les faussaires.**

Un sondage a été réalisé pour LREM par l'Institut Ipsos.

**Le HuffPost le 9 décembre 2018** s'emballé : "les résultats sont remarquables: en cas de participation d'une liste de gilets jaunes au scrutin, celle-ci se placerait immédiatement en quatrième position avec 12% des voix, certes loin de LREM (21%), mais au coude à coude avec le Rassemblement national (14%), les écologistes (13%), les Républicains (11%) et la France insoumise (9%)." Le HuffPost le 9 décembre 2018

### **La répression préventive, c'est la liberté.**

**Le HuffPost le 8 décembre 2018** exalte : "Avant la tombée de la nuit ce samedi 8 décembre, le ministère de l'Intérieur a paru remporter son pari en adaptant sa stratégie de maintien de l'ordre"

"La priorité donnée aux interpellations a montré sa capacité dissuasive", a salué Christophe Castaner.

Sur la bases de réquisitions du procureur de la République de Paris qui a permis la fouille des sacs et des coffres de voitures, plus de 500 personnes avait été interpellées à la mi-journée pour éviter qu'elles ne se laissent aller à de la casse. Ce chiffre était alors supérieur à celui enregistré pour toute la journée du 1er décembre.

Ces arrestations que l'on peut quasiment considérer comme préventives ont permis d'avoir une matinée calme dans la capitale, y compris sur les Champs-Élysées...

### **Le HuffPost, le Washington Post français porte-parole de l'oligarchie :**

- "il est difficilement envisageable que ce type de samedi ne se reproduise chaque semaine"

### **Le HuffPost encourage Macron à ne rien céder sur le plan politique :**

Jean-Luc Mélenchon, il estime que le chef de l'Etat est "au pied du mur". "Il faut trouver une solution politique en dépit du fait qu'il a déjà cédé sur un point très important. La dissolution se rapproche comme une issue raisonnable", veut croire le leader de la France insoumise. Au regard de cette journée de samedi, Emmanuel Macron peut espérer néanmoins ne pas avoir à en arriver là. Le HuffPost le 8 décembre 2018

Non mais franchement, qui espère qu'il dégage ainsi que les cloportes de LREM ?

## **Le roi a dit "je veux", les masses laborieuses disent : Nous voulons !**

- Le président s'est voulu concret, répétant «Je veux» à l'envi. Comme pour redonner du lustre à son autorité. Le Figaro 11.12

### **Faites tomber les masques. Qui a osé dire ?**

#### **Après les mesures annoncées par Macron, primes de fin d'année, suppression de la hausse de la CSG.**

- *"Il faut tout de suite un débat, pas dans trois mois".*

Réponse : Eric Coquerel, député LFI.

Débattre avec qui, avec Macron, Philippe, etc. Vous saisissez à qui vous avez affaire avec Coquerel et ses semblables de LFI ? De fieffés salopards !

#### **A l'issue de la rencontre des dirigeants syndicaux avec Macron.**

- *«Il nous a écoutés, on verra ce soir s'il nous a entendus».* AFP 10.12

Réponse : Le secrétaire général de FO, Yves Veyrier.

Savez-vous à quoi on reconnaît les traîtres ou les charlatans parmi nous ? A cette expression "*on verra*" ce qu'il va faire, ce qu'il va décider, etc. c'est comme s'ils attendaient les ordres de leur maître. Vous vous souvenez, n'est-ce pas, on avait entendu cela pendant des semaines et des mois après l'élection de Hollande ?

#### **Dans quel camp combattent-ils ? Ejectés par les travailleurs, "*remis en selle par Macron*".**

- À l'issue de leur entretien à l'Élysée, tous se sont félicités de se voir ainsi remis en selle après avoir eu l'impression d'être tenus à l'écart après l'élection de 2017. Le Figaro 10.12

#### **Il semble seulement ou c'est une certitude ? Dites donc dans quel monde vivez-vous, qui représentez-vous ?**

- *"Les quelques mesures ne semblent pas suffisantes pour répondre à la colère qui s'est exprimée et qui reçoit un soutien fort de la part des Français."*

Réponse : Le porte-parole du syndicat Solidaires, Eric Beynel. Libération 10 décembre 2018

Quels "*Français*" ? Les Français, connaît pas cette classe.

#### **LFI. Une "*surprise*" ? Pas vraiment. Dis-moi qui te finance et je te dirai qui tu es ou pour qui tu roules.**

La candidate tête de liste surprise, Manon Aubry, nouvelle figure chez les Insoumis. Issue de la société civile (de l'ONG Oxfam), elle est à, 29 ans, un des coups de poker de LFI pour le scrutin à venir. Le Figaro 10.12.

#### **Oxfam, Qu'est-ce que c'est ?**

[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/13/oxfam-portrait-d-un-geant-de-l-humanitaire\\_5256233\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/02/13/oxfam-portrait-d-un-geant-de-l-humanitaire_5256233_4355770.html)

Le Monde 13.02.2018

Elle dispose d'un secrétariat international à Oxford et de « bureaux de plaidoyer » (lobbying) à New York, Washington, Bruxelles, Genève...

Près de la moitié des ressources d'Oxfam dépend de financements publics.

Ces chiffres représentent les ressources financières consolidées de l'ensemble de la confédération Oxfam, soit un total d'environ 1 milliard d'euros pour l'exercice allant du 1er avril 2015 au 31 mars 2016.

<https://www.oxfamfrance.org/nos-finances/>

Subventions et autres concours publics :

Cette rubrique comprend les financements de la Coopération suédoise (sur la transparence financière des banques), du ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (Centre de Crise) et de l'Agence française pour le Développement, ainsi que des collectivités territoriales pour le Trailwalker et le Wintertrail Oxfam.

Autres fonds privés :

Ce poste comprend aussi le financement de fondations privées comme la Fondation Gates (sur l'accès à la santé et l'efficacité de l'aide publique au développement), la Charity Aid Fondation et la Fondation Ensemble.

### **Charity Aid Fondation.**

Une banque anglaise orientée vers... les Etats-Unis !

Leur documentation fait l'éloge de la philanthropie qui pue à plein nez l'optimisation fiscale ou la défiscalisation...

This new report provides the in depth analysis to complement Rules to Give By: A Global Philanthropy Legal Environment Index, which profiles the basic rules that underpin philanthropy in all 193 UN recognised nations. Like that report, which was produced in conjunction with Nexus and McDermott, Will & Emery LLP, Donation States benefited hugely from pro bono legal support through Trustlaw – an award winning initiative by the Thomson Reuters Foundation – through which we were able to work with DLA Piper, Doulah & Doulah, General Electric Company, and Grünkorn & Partner Law Co., Ltd.

(Source : <https://www.cafonline.org>)

LVOG - Si en plus ils sont sponsorisés par des multinationales, c'est forcément "légal" et au-dessus de tout soupçon !

### **Fondation Ensemble.**

Créée et dirigée par Gérard Brémond, président du groupe Pierre & Vacances-Center Parcs. Fortune estimé par Challenge en 2018 : 129 M€

Le PDG-fondateur conserve 40% du groupe Aparthotels Adagio avec le groupe Accor, n°1 européen des résidences de tourisme, avec plus de 45.000 appartements et cottages (CA : 1,4 milliard). (<https://www.challenges.fr>)

Partenaires – Réseaux

- Admical - Association fondée pour promouvoir le mécénat d'entreprise
- L'EFC (European Foundation Centre)
- Centre Français des Fondations (CFF)
- Club du Rond-point - Madame Délia Brémond, Présidente déléguée de la Fondation, est membre de ce club qui regroupe plusieurs fondateurs/fondatrices de fondations familiales françaises.

Plus une floppée d'organisations... dont Oxfam.

Source : <https://www.fondationensemble.org>

Ces bailleurs privés sont la troisième source de financement d'Oxfam France...

<https://www.oxfamsol.be/fr/propos-doxfam/transparence-et-finance>

D'où proviennent les fonds d'Oxfam ?

Subsides : qui sont les principaux bailleurs de fonds ?

L'Union européenne

Le gouvernement fédéral belge - CTB

Le gouvernement wallon

La Communauté française

Le Gouvernement flamand

Les provinces du Brabant wallon, du Brabant flamand, d'Anvers, de Flandre occidentale et de Liège

Certaines communes belges

Combien gagne le secrétaire général d'Oxfam-Solidarité ?

Eva Smets est la secrétaire générale d'Oxfam-Solidarité.

Salaire : 4.757,08 € brut par mois

Avantages : chèques-repas + 13e mois

LVOG - Ne pas oublier les chèques-repas ! Est-ce que Manon Aubry et les élus de LFI en ont au moins ?

**[Le roi a parlé, place à la plèbe !](#)**

**- Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs - Le Figaro 11 décembre 2018**

L'allocution présidentielle était très attendue par les citoyens français. Elle a donc été très suivie. Même très très suivie puisque plus de 21 millions de téléspectateurs étaient devant leur écran de télévision. Macron : une allocution suivie par 21 millions de téléspectateurs

Le discours d'Emmanuel Macron était retransmis en direct sur les chaînes historiques TF1, France 2 et même M6, mais aussi sur les chaînes d'info (BFMTV, CNews, LCI et Franceinfo) et sur toutes les radios généralistes.

### **- "Gilets jaunes" : pourquoi l'augmentation du smic promise par Macron n'en sera pas vraiment une - Franceinfo 11 décembre 2018**

Lors de son allocution, le chef de l'Etat n'a pas prononcé les mots "prime d'activité". C'est pourtant bien la revalorisation de cette prime qui se cache derrière "l'augmentation de salaire" évoquée par Emmanuel Macron.

Pour répondre aux «gilets jaunes», le président de la République a présenté un panel de mesures lors d'une allocution télévisée, ce lundi soir. Elles n'ont globalement pas convaincu.

L'Acte V dans la capitale devrait bien avoir lieu samedi. L'appel à manifester à Paris, qui avait été de nouveau lancé ce week-end, a été renouvelé dès la fin de l'allocution du chef de l'État. Sur son site, et sitôt le discours achevé, Éric Drouet, l'un des porte-parole les plus déterminés du mouvement, a réagi pour que les «gilets» maintiennent la pression. Après quelques lignes contre Emmanuel Macron - «cet homme» qui, dit-il, «nous méprise depuis le début» et qui «nous a ignorés pendant cinq semaines» -, Éric Drouet finit par : «À tous je vous dis à samedi.»

Ces treize minutes, qui n'ont pas calmé la colère des plus virulents, n'ont pas davantage satisfait les plus modérés, à l'instar de Benjamin Cauchy. Le fondateur des «gilets jaunes libres» témoigne sans détour de sa déception, en parlant de «mesurettes» qui ne vont en rien, dit-il, modifier le cap politique d'Emmanuel Macron. Preuve pour lui que ce dernier reste inflexible, l'impôt sur la fortune est maintenu. «En préservant l'ISF, il reste donc le président des riches et il s'enferme dans sa stratégie politique», dénonce-t-il en demandant que le président soumette «cette stratégie» au peuple par référendum. Cette demande de consultation de la population s'est depuis largement répandue parmi les «gilets jaunes».

Sur le terrain, c'est la colère qui l'emporte, mêlée à une déception à laquelle beaucoup s'attendaient. À Montauban, notamment, une partie des «gilets jaunes» étaient tellement persuadés d'être déçus qu'ils avaient décidé de boycotter le discours.

Finalement, sur un rond-point du nord de la ville, les 300 contestataires présents se sont ravisés. Peu avant 20 heures, ils se sont tous agglutinés autour d'une voiture ouverte et ont fait hurler la radio pour écouter l'allocution. Le verdict est sans appel. «Ces annonces sont largement insuffisantes. Cent euros d'augmentation du Smic, c'est rien», lâche Christophe Torrent, l'un des membres actifs de la contestation. Ce salarié dans l'événementiel fait partie des nombreux militants qui ne se contentent plus des seules revendications sociales. La colère, qui a grandi dans le pays, a forgé des revendications politiques, et lui aussi exige l'organisation d'un référendum portant sur le pouvoir d'achat. Comme beaucoup, il demande aussi la destitution d'Emmanuel Macron. En prévision de ces annonces insatisfaisantes, ces «gilets jaunes» avaient d'ailleurs, dès lundi, durci le mouvement en recourant de nouveau au blocage total. Des camions ont été empêchés de quitter les dépôts de grandes enseignes. Et déjà, avant même l'allocution, plusieurs manifestants commençaient à s'organiser pour un départ à Paris samedi.

Au Puy-en-Velay, c'est le rejet pur et simple de ces annonces. Après avoir écouté ces 13 minutes, les «gilets jaunes» ont aussitôt sorti leur caleçon pour tenter d'y voir clair. «Cent euros, c'est du brut, du net?» interroge Michel Arnal, l'une des figures de la contestation dans la ville. «Le compte n'y est pas», tranche-t-il en relayant la pluie de réactions aussitôt tombées sur le site Internet des «gilets jaunes» du coin. Une bourrasque de critiques. «Ils sont tous remontés! Ils voulaient des mesures fortes, et c'est insuffisant», dit encore Michel Arnal qui évoque la prime versée par les employeurs. «Une prime optionnelle! Je suis chauffeur routier et je peux vous dire que mon patron

n'en accordera pas», affirme-t-il en annonçant un durcissement des actions. En lieu et place des barrages filtrants, ce sera dorénavant «du blocage pur et dur». Conscient que les forces de l'ordre sont à bout, ce chauffeur routier déçu ne faiblira pas: «Ils nous taperont peut-être dessus, mais on restera mobilisés.»

Ce sentiment de ne pas avoir été entendu est largement partagé. «Les petits vont continuer à payer», déplore Nathy, cette jeune femme qui tient les barrages à Lorient depuis le début du mouvement. Elle s'étonne d'ailleurs que les «gilets jaunes» n'aient pas été une seule fois mentionnés dans l'allocution du président.

Sur certains ronds-points, on y chante l'internationale. Franceinfo et lefigaro.fr 11 décembre 2018

### **- Le discours d'Emmanuel Macron ne calme pas les blocages en région Le Figaro 11 décembre 2018**

Semaine complexe pour le gouvernement: au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron pour le pouvoir d'achat, lundi, qui n'ont pas calmé la colère de l'opposition, une série de grèves est prévue ces prochains jours, dans les Chambres de commerce et d'industrie (CCI), ce mardi, chez les lycéens, l'UNL ayant appelé à un «mardi noir» soutenu par des «blocages» et des «occupations». En parallèle, les agents du Centre des finances publiques ont débuté une grève, effective du 9 au 31 décembre. Ces mouvements nationaux se doublent de rassemblements et de blocages, à l'échelle locale, comme depuis trois semaines. » LIRE AUSSI - Salaires, diplômes, déserts médicaux... quatre cartes qui expliquent le mal-être des «gilets jaunes»

- **Auvergne-Rhône-Alpes.** Les blocages ont été reconduits dans plusieurs communes, dont Saint-Beauzire, dans le Puy-de-Dôme, Saint-Michel-de-Maurienne, en Savoie ou à Lavilledieu, en Ardèche. Les habitants n'ont visiblement pas été convaincus par les annonces du Président de la République, hier soir. Plusieurs «gilets» interrogés par La Montagne ont ainsi promis qu'ils allaient «continuer» les mobilisations, par exemple à Creuzier-le-Neuf, Voreppe ou Vichy. Des perturbations sont aussi relevées par Vinci sur l'A89 (Thiers, Tarare).

- **Bourgogne-Franche-Comté** Une assemblée générale aura lieu ce soir à la salle des fêtes du Magny, à Montceau-les-Mines, afin de déterminer des suites à donner au mouvement, au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron. » Suivez notre direct sur la réponse du gouvernement aux revendications des «gilets jaunes»

- **Hauts-de-France.** Ce matin, des ronds-points restent occupés dans plusieurs sites, selon France 3, comme Calais, Douai ou Dunkerque. Bison Futé rapporte également des barrages filtrants dans la région, comme sur l'A2, dans le sens ouest-est entre Paris et la Belgique, au nord de Valenciennes. Un autre barrage est prévu aujourd'hui au niveau d'Avesnes-sur-Helpe, ainsi qu'à Marle.

- **Normandie.** La mobilisation reste visible en Normandie, dont à Mauquenchy ou à Lisieux, où les «gilets jaunes» ont promis de «continuer le combat». »

- **Bretagne.** Selon France Bleu, tôt ce matin, des blocages ou filtrages ont été organisés devant les lycées, notamment à Châteaulin, Quimper ou Brest. De plus, le blocage de l'Université Rennes II a été reconduit hier, et sera donc effectif aujourd'hui encore. Les mobilisations devraient également continuer à Brest, Mellac, Ploubezre ou encore Pontivy. Pour l'heure, Vinci autoroutes ne constate aucun ralentissement sur son réseau dans la région.

- **Pays de la Loire.** Vinci Autoroute rapporte plusieurs manifestations organisées au niveau des péages de la région, dont à Chemillé-en-Anjou, ou à Boufféré. Hier soir, peu avant minuit, Bison

futé relevait également une manifestation en cours sur l'A81, à l'ouest de Laval, entre Le Mans et Rennes, au niveau de La Gravelle.

- **Nouvelle-Aquitaine.** Là encore, les «gilets jaunes» organisent plusieurs manifestations dans la région, et sont présents aux péages, ainsi que sur les péages de Marmande et Langon, entre Bordeaux et Toulouse. Ce matin, sur le réseau Cofiroute, Vinci relève une manifestation sur l'A10, à la sortie de Châtelleraut Nord. De même, des perturbations sont visibles sur l'A62, au niveau de Langon, tout comme sur l'A63, à Capbreton. Hier soir, la situation s'est tendue dans la commune de Guéret, dans la Creuse: selon La Montagne, une manifestation d'agriculteurs a mal tourné, et des face-à-face ont eu lieu entre les CRS et les manifestants jusqu'à 21h environ. Le quotidien rapporte qu'un membre du syndicat des jeunes agriculteurs de la Creuse a été hospitalisé. De plus, la préfecture des Landes, à Mont-de-Marsan, a été murée hier soir par des «gilets jaunes».

» LIRE AUSSI - Macron annonce un coup de pouce aux «smicards»... qui était déjà dans son programme

- **Occitanie.** Des «gilets jaunes» ont été vus au péage, à l'est de Tarbes, entre Saint-Gaudens et Bayonne. A Toulouse, une manifestation est également prévue par les lycéens, en réponse à l'appel national de l'UNL. Elle partira de la place Arnaud-Bernard, à 14h, et plusieurs organisations syndicales s'y joindront. Vinci fait également état de perturbations, ce matin, sur l'A20, au niveau d'Aussonne, ainsi que sur l'A61, notamment au niveau de Carcassonne et de Castelnaudary, ou encore sur l'A64 (Tarbes, Tournay). Les manifestants occupent également le péage de Cressensac, au sud de Brive-la-Gaillarde et sont présents à Valence d'Agen comme à Castelsarrasin. L'A9 est aussi ralentie, au niveau d'Agde, Sète, Narbonne et Perpignan.

- **Provence-Alpes-Côte-d'Azur.** Vinci décrit plusieurs manifestations le long de l'A7, entre l'Auvergne-Rhône-Alpes et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Tain, Loriol, Montélimar, Bollène, Avignon, Orange), ainsi que de plusieurs autres routes, comme l'A87 (Chemillé, en Pays de la Loire). Selon Vinci autoroutes, «un filtrage est toujours en cours» au niveau de La Barque, sur l'A8, rallongeant le temps de trajet entre Aix-en-Provence et Nice. De même, des manifestants sont aussi présents, comme depuis plusieurs jours, à Bandol, Manosque, Auriol ou encore Fréjus. Var Matin relève aussi des manifestants au péage du Muy et rappelle que le tunnel de Toulon est ralenti. Le Figaro 11 décembre 2018

### **En complément**

- Une ébullition généralisée assez inédite mais pas forcément favorable au président de la République, malgré les annonces de la revalorisation du SMIC et de l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités les plus fragiles.

Pourtant, comme le laissait présager le titre de la vidéo de Maxime Nicolle, la majeure partie des réactions sont hostiles au président de la République et à son discours. Huffington Post 11 décembre 2018

- **Guillaume Peltier, vice-président de LR:** "Quand on proposera une hausse des salaires, entre autres, du SMIC à la condition que ce soit pas les entreprises qui payent, je voterai pour" (sur BFMTV) AFP 11 décembre 2018

### **Répression aveugle, intimidation et manipulation n'y feront rien.**

#### **- Comparutions immédiates - Liberation.fr 11 décembre 2018**

Au tribunal correctionnel de Paris lundi, les personnes arrêtées préventivement ou en marge des rassemblements de samedi se sont succédé à la barre.

Comme la semaine dernière, le défilé continue. Des provinciaux, la trentaine, mâles, courte barbe, fumeurs de joints occasionnels, casier judiciaire pas toujours vierge. Tous poursuivis en comparution immédiate devant le tribunal correctionnel de Paris. Une caricature de prévenus loin de la figure de militants d'extrême droite ou gauche, l'accusation leur reprochant une «participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations». Comme si, une fois de plus, les forces de l'ordre avaient manqué leurs cibles véritables. Liberation.fr 11 décembre 2018

### **- Y aura-t-il un mardi noir dans les lycées? - Le HuffPost 10.12**

Le mouvement ne faiblit pas. Alors que la France vit un mouvement de grogne populaire considérable avec la protestation menée par les gilets jaunes, un autre mouvement est apparu en parallèle: celui des lycéens.

Depuis une dizaine de jours maintenant, ils réclament la suppression d'une série de mesures annoncées par le gouvernement, et pour certaines déjà mises en œuvre, comme Parcoursup (la procédure qui donne accès aux études supérieures), la réforme du bac ou la mise en place du service national universel (SNU). Certains exigent également le développement et la gratuité des transports en commun pour "contribuer à la transition écologique". Et le mouvement ne devrait pas faiblir.

Ce lundi 10 décembre, 450 lycées étaient perturbés, dont 50 bloqués, selon le ministère de l'Éducation. "On se rapproche en fait des chiffres de jeudi dernier", a précisé le ministère. Un peu plus de 10% des lycées français sont concernés lundi par ces blocages, barrages filtrants ou rassemblements.

Cinq sites universitaires sont restés fermés lundi (Paris 1-Tolbiac, Paris 3-Censier, Nanterre, Rennes-2 et Avignon), selon le ministère de l'Enseignement supérieur. Le HuffPost 10.12

### **- Réforme de la justice Des centaines d'avocats en grève et en colère - Liberation.fr 11.12**

«Justice en danger, avocats en colère» : les robes noires ont bloqué lundi des tribunaux à Rouen, Nice et en Ile-de-France pour dénoncer une réforme de la justice qui «porte atteinte aux droits des justiciables».

L'examen du projet de réforme de la justice est actuellement en cours de discussions à l'Assemblée nationale, qui a déjà voté plusieurs mesures dont la fusion controversée des tribunaux d'instance et de grande instance. A Rouen, par exemple, 130 avocats ont barré l'entrée du palais de justice pour empêcher les transferts de détenus, selon le bâtonnier. Liberation.fr 11.12

### **Les jaunes au secours de Macron et LREM.**

- Le gilet jaune Hayk Shahinyan annonce une liste aux européennes - Le HuffPost 11 décembre 2018

La conversion politique du mouvement spontané des gilets jaunes vient de passer un cap. Sur le plateau de franceinfo ce lundi 10 décembre après les annonces faites par Emmanuel Macron pour tenter de désamorcer la crise, l'un des représentants de la mobilisation, Hayk Shahinyan, a annoncé sa volonté de présenter une liste aux élections européennes 2019.

"La fracture actuelle ne va pas disparaître du jour au lendemain et je suis certain qu'avec les réformes qui vont arriver sur la table, ce mouvement va perdurer. Nous sommes en train de nous organiser. Nous allons présenter une liste aux Européennes, nous avons envie d'investir le champ

politique", a déclaré celui qui a fondé l'association Gilets Jaunes le Mouvement, embryon de parti politique. Le HuffPost 11 décembre 2018

### **Le communautarisme réactivé ou au secours de Macron et LREM.**

- «Immigration» et «identité nationale» : le débat que veut ouvrir Macron irrite déjà - LeParisien.fr 11 décembre 2018

« Je veux aussi que nous mettions d'accord la nation avec elle-même sur ce qu'est son identité profonde, que nous abordions la question de l'immigration. Il nous faut l'affronter », a déclaré le président.

La mention, qui reste encore vague, suscite déjà l'inquiétude de plusieurs personnalités, qui craignent de voir le débat autour de la hausse du coût de la vie - au cœur des revendications des Gilets jaunes - détourné. v

- Macron ne vise pas les européennes puisqu'il n'a rien à craindre de ce côté-là, mais le mouvement actuel qu'il doit briser coûte que coûte...

---

### **Seconde partie.**

#### **Totalitarisme et gouvernance mondiale. Pacte mondial sur les migrations.**

Voilà ce que la gauche et l'extrême gauche nous appellent à cautionner, nous nous y opposons catégoriquement.

**- Finalité du Pacte mondial sur les migrations par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 7 décembre 2018**

Alors que sept États ont déjà refusé de signer le Pacte mondial pour les migrations, prétendument rédigé dans leur intérêt, Thierry Meyssan revient sur l'histoire de ce document et sur la philosophie de ses auteurs : celle de Karl Popper et du sans-frontérisme.

par Thierry Meyssan

Les États membres des Nations unies sont appelés à approuver le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, lors de la conférence de Marrakech à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Le but de ce pacte, selon la Représentante spéciale du secrétaire général, Louise Arbour, est de faciliter le transfert vers les pays riches de travailleurs en provenance des pays pauvres. « Les données démographiques laissent penser que s'ils veulent maintenir leurs niveaux économiques actuels ou même développer leur économie, [les pays riches] vont devoir recevoir des travailleurs étrangers bien formés pour répondre aux demandes du marché du travail », a-t-elle déclaré. Selon le service de presse des Nations unies, il s'agit de « réguler les migrations de manière [à ce] qu'elles fonctionnent pour tout le monde ».

L'Allemagne fut le premier État à appliquer cette politique. Elle ainsi reçut en 2015 plus d'un million de migrants, dont certains venus de Syrie [1]. Cependant, deux ans plus tard, elle ne parvint pas à les intégrer. L'opposition populaire à cette migration massive a conduit la chancelière fédérale, Angela Merkel, à annoncer la fin de sa carrière.

La démarche du secrétariat général des Nations unies est actuellement rejetée par 7 États « riches » : l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Lituanie, la République tchèque, la Slovaquie et la Suisse. D'autres États pourraient également la refuser, notamment la Belgique, la Bulgarie et l'Italie.

Selon le chancelier autrichien Sebastian Kurz, dont le pays représentait l'Union européenne lors des négociations de New York, mais qui s'oppose au texte, sa philosophie est d'abroger les distinctions entre les différents types de migrants (légaux et illégaux ; économiques, humanitaires et politiques). Par conséquent, le pacte aura des implications immédiates en matière de droits sociaux, aussi bien sur le territoire de l'État hôte que lors de reconduites à la frontière.

Le texte trouve son origine dans l'appendice 2 de la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants préparée sous la direction de Peter Sutherland [2]. Cette haute personnalité avait déclaré, le 21 juin 2012, lors d'une audition à la Chambre britannique des Lords, que tout individu doit avoir la possibilité d'étudier et de travailler dans le pays de son choix, ce qui est incompatible avec toutes les politiques de restriction des migrations ; et que les migrations créent une dynamique cruciale pour le développement économique quoi qu'en disent les citoyens des pays d'accueil. Par conséquent, concluait-il, l'Union européenne doit saper l'homogénéité de ses nations [3].

Le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières ne comporte aucune mesure s'imposant aux États ou limitant directement leur souveraineté. Il procède de la méthode chère aux adeptes de Karl Popper —le penseur de la « société ouverte » et du « sans-frontérisme »— de proclamer des droits (non pas au sens de « droits positifs », mais de « droits créances ») dont la mise en œuvre par des recours juridiques s'imposera aux législations nationales, plus ou moins vite selon leur système juridique. C'est cette stratégie particulièrement efficace dans le droit anglo-saxon. Elle est ainsi appliquée par l'ONG Pueblo sin fronteras (financée par le spéculateur George Soros) qui organise des caravanes de migrants à travers l'Amérique centrale, vers les États-Unis.

La philosophie de ce Pacte facilite en outre l'usage des migrations comme arme de guerre [4] que l'Otan a mis en œuvre pour déclencher la guerre du Kosovo, pour vider la Syrie de ses défenses, ou pour préparer une intervention militaire contre le Venezuela (M. Sutherland, qui est mort en début d'année, était lui-même un ancien administrateur du think-tank de l'Otan, le Club de Bilderberg). Cette stratégie a été valorisée par une autre ONG de George Soros, l'International Crisis Group, dont Louise Arbour est l'ancienne présidente.

Dans les faits, on assiste aujourd'hui à une navette : les Occidentaux envoient des armes dans les régions qu'ils détruisent et reçoivent en retour les réfugiés qu'ils font fuir de chez eux [5]. Réseau Voltaire 7 décembre 2018

Notes.

[1] « La fausse "crise des réfugiés" », « Comment l'Union européenne manipule les réfugiés syriens », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 septembre 2015 et 2 mai 2016.

[2] « Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants », Réseau Voltaire, 19 septembre 2016.

[3] "EU should 'undermine national homogeneity' says UN migration chief", Brian Wheeler, BBC, June 21st, 2012. « Les tireurs de ficelles de la crise migratoire », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mai 2016.

[4] "Strategic Engineered Migration as a Weapon of War", Kelly M. Greenhill, Civil War Journal, Volume 10, Issue 1, July 2008. Understanding the Coercive Power of Mass Migrations," in Weapons of Mass Migration : Forced Displacement, Coercion and Foreign Policy, Kelly M.

Greenhill, Ithaca, 2010. "Migration as a Coercive Weapon : New Evidence from the Middle East", in Coercion : The Power to Hurt in International Politics, Kelly M. Greenhill, Oxford University Press, 2018.

[5] « Circuit de mort en "Méditerranée élargie" », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 19 juin 2018.

### **- La conférence de Marrakech approuve le Pacte mondial pour les migrations - AFP 11 décembre 2018**

Plus de 150 pays ont adopté lundi à Marrakech (Maroc) le Pacte mondial sur les migrations des Nations unies, en le défendant par de vibrants plaidoyers face aux critiques des nationalistes et partisans de la fermeture des frontières.

"Nous ne devons pas succomber à la peur", a exhorté le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, avant l'adoption formelle de ce texte destiné à renforcer la coopération internationale pour une "migration sûre, ordonnée et régulière".

Comme plusieurs dirigeants présents à Marrakech, M. Guterres a aussi dénoncé les "nombreux mensonges" sur le Pacte qui a généré des tensions politiques dans plusieurs pays...

Le document doit encore faire l'objet d'un ultime vote de ratification, le 19 décembre à l'Assemblée générale des Nations unies à New York.

Prévue sur deux jours, la conférence intergouvernementale de Marrakech qui coïncide avec le 70ème anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'Homme devait être une étape purement formelle du processus onusien.

Mais le sujet déchaînant les passions, une quinzaine de pays (Autriche, Australie, Bulgarie, Chili, Estonie, Hongrie, Italie, République tchèque, République dominicaine, Lettonie, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Suisse) ont annoncé leur retrait ou le gel de leur décision après avoir approuvé le texte le 13 juillet à New York.

Les Etats-Unis, qui s'étaient retirés de l'élaboration du texte en décembre 2017 en le jugeant contraire à la politique d'immigration du président Donald Trump, ont lancé vendredi dernier une nouvelle salve contre le Pacte et contre toute forme de "gouvernance mondiale".

Non contraignant, le recense des principes --défense des droits de l'Homme, des enfants, reconnaissance de la souveraineté nationale-- et liste différentes options de coopération --échanges d'information et d'expertises, intégration des migrants etc. Il prône l'interdiction des détentions arbitraires, n'autorisant les arrestations qu'en dernier recours.

Présents à Marrakech, les défenseurs des droits de l'Homme et les ONG l'ont défendu avec ardeur même si certains le trouvent insuffisant, notamment sur les droits des migrants. Ses détracteurs, eux, le voient comme un encouragement à un flux migratoire incontrôlé. AFP11 décembre 2018

### **- António Guterres et les « fakes news » du Pacte sur les migrations Réseau Voltaire 10 décembre 2018**

Plus de 150 États ont été enregistrés à la conférence d'adoption du Pacte global pour des migrations sûres, ordonnées et régulières de Marrackek [Note : le document de référence en anglais est intitulé Global Pact, ce que l'Onu traduit par Pacte mondial.].

En introduction, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a tenu à dénoncer les « fausses informations » sur le Pacte. Il a notamment souligné que ce texte n'est pas contraignant et ne limitera donc pas la souveraineté des États.

Or, c'est très exactement le problème : le Pacte ne limitera pas la souveraineté des États qui y ont déjà partiellement renoncé en admettant dans leur système juridique la supériorité des textes internationaux sur les textes nationaux.

L'expression « non-contraignant » signifie que les États signataires n'auront pas à réformer leur législation. Mais il sera possible à des plaignants de faire valoir la supériorité d'un texte international sur le droit national et ainsi de contraindre à l'application du Pacte.

C'est ce qui a conduit 15 États (l'Autriche, l'Australie, la Bulgarie, la Croatie, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis, Israël, la Hongrie, les Pays-Bas, la Pologne, la République dominicaine, la Serbie, la Slovaquie et la Suisse) à ne pas participer à la conférence.

En Suisse, le Conseil fédéral a participé aux négociations avant de se retirer à la dernière minute.

Le cas de la Belgique atteste de l'importance du Pacte qui n'est pas un simple document déclaratif comme le prétend M. Guterres. À Bruxelles, le Premier ministre, Charles Michel, a contourné les dispositions constitutionnelles pour pouvoir le signer : un parti de la Coalition au pouvoir, le NVA, a refusé le Pacte et a démissionné de ses fonctions. Le gouvernement devenu minoritaire aurait dû tomber. Mais le Premier ministre s'est maintenu au pouvoir et n'a informé le roi qu'après coup de son remaniement ministériel. Il s'est rendu à Marrakech signer le Pacte sans demander la confiance de son Parlement. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

## **En complément**

Le Parisien 10 décembre 2018 - L'approbation de ce pacte, dénoncé par les partis de droite et d'extrême droite, suscite de vives critiques, et fait même l'objet de multiples intox sur les réseaux sociaux, notamment dans des groupes de Gilets jaunes. Le Parisien 10 décembre 2018

### **Le Josef Mengele français de retour en Syrie.**

- Bernard Kouchner entre illégalement en Syrie - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

L'ancien ministre des Affaires étrangères français, Bernard Kouchner, est entré illégalement en Syrie, le 1er décembre 2018. Il a participé au Forum international sur le nettoyage racial et le changement démographique, organisé dans la zone occupée par les États-Unis et administrée par les miliciens kurdes du PKK.

Lors de l'invasion de l'Iraq par la Coalition pro-US, M. Kouchner avait tenté en vain d'être désigné comme représentant spécial du secrétaire général de l'Onu dans le Kurdistan iraquien, comme il l'avait été au Kosovo après la conquête de l'Otan.

Le 4 juillet 2011, Bernard Kouchner et Bernard-Henry Lévy étaient les têtes d'affiche d'une réunion organisée à Paris par les Frères musulmans et l'État d'Israël en faveur du renversement de la République arabe syrienne. Cette manifestation, très médiatisée, permet de faire adhérer la classe politique française au projet états-unien de destruction des structures étatiques en Syrie. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

### **Ils osent tout**

- Gilets jaunes: Erdogan inquiet par le recours "disproportionné" à la force en France - Reuters 09.12

Le président turc Recep Tayyip Erdogan s'est dit samedi inquiet par le recours "disproportionné" à la force contre les manifestants à Paris tout en condamnant le "chaos" provoqué par les contestataires. Reuters 09.12

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP

- Washington sanctionne trois responsables nord-coréens pour abus des droits de l'homme - Reuters

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières à trois hauts responsables nord-coréens pour violations des droits de l'homme, a annoncé le département du Trésor. Reuters

---

### Troisième partie.

#### INFOS EN BREF

#### **POLITIQUE**

##### Ukraine

- L'Ukraine révèle le mobile de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 10 décembre 2018

En 1997, l'Ukraine et la Russie conclurent un Traité d'amitié, qui entra en vigueur en 1999. Ce document aurait dû être automatiquement reconduit tous les dix ans, sauf dénonciation par l'une ou l'autre partie.

L'Ukraine a décidé en octobre de dénoncer ce Traité, puis a organisé l'incident de Kertch. En outre, le président Petro Poroshenko a donné instruction à son administration de lister tous les accords conclus avec la Russie et d'évaluer ceux qu'il conviendrait de dénoncer.

Entre autres dispositions, le Traité d'amitié et son extension de 2003 font de la mer d'Azov une mer intérieure ukraino-russe. Les navires de guerre ne peuvent y pénétrer sans l'autorisation des deux États. La Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982 ne s'y applique pas.

Lorsque ce Traité et son extension seront abrogés, la mer d'Azov sera régie par le droit international, avec des eaux territoriales ukrainiennes et russe, ainsi qu'une partie internationalisée. En conséquence, les navires de l'Otan n'auront plus besoin de l'accord de la Russie pour y entrer.

Ainsi se révèle la raison pour laquelle l'Otan est impliquée dans la préparation de l'incident de Kertch. Réseau Voltaire 10 décembre 2018

##### Arménie

LVOG - Un produit de marketing du même type que Bolsonaro ou Macron. A la tête d'"*un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement*" huit mois plus tard, il obtient 70% des votes, plus fort que Macron ! Ah, c'est la démocratie, version totalitaire ou bruxelloise-otanienne.

- Arménie : la révolution de velours a porté ses fruits - Libération 10 décembre 2018

Dimanche, les Arméniens ont participé avec enthousiasme à un scrutin qu'ils considèrent comme le premier véritablement démocratique et «post-soviétique».

Pari gagné pour Nikol Pachinian. Huit mois après une «révolution de velours» qui avait porté cet ancien journaliste de 43 ans à la tête du gouvernement, la transition politique est confirmée en Arménie. La liste «Mon Pas» de Pachinian a obtenu 70,45% des votes, devançant très largement ses concurrentes. Le parti Arménie prospère est arrivé en deuxième position avec 8,37% des suffrages. Quant au Parti républicain, l'ancien parti au pouvoir, qui a dominé le Parlement ces dix dernières années, il n'a obtenu que 4,7% des suffrages, échouant à dépasser le seuil de 5% nécessaire pour entrer à l'Assemblée.

Au printemps dernier Nikol Pachinian a connu une ascension politique fulgurante, en quelques semaines seulement, de député coriace d'un petit parti d'opposition avec neuf sièges au Parlement en héros national, rassembleur de foules et incarnation de tous les espoirs de renouveau politique et économique. Libération 10 décembre 2018

## **Brésil**

LVOG - Mais non la gauche corrompue ne fraie pas la voie au fascisme, où avez-vous cela ? Allez, vive Porto Alegre, vive le Forum social mondial, vive l'altermondialisme, vive Attac, vive Bolsonaro !

- Brésil: un gouvernement Bolsonaro de militaires et d'ultra-libéraux - AFP11 décembre 2018

Ultra-libéral sur le plan économique, très conservateur sur le plan moral, avec une forte présence militaire...

L'ancien parachutiste de l'armée, dont l'investiture aura lieu le 1er janvier, avait promis de dégraisser au maximum l'exécutif, réduisant à 15 le nombre de ministères, contre 29 actuellement.

Au final, il a nommé 22 ministres, dont sept militaires, deux femmes et aucun Noir.

L'un des grands défis du gouvernement Bolsonaro sera de redonner des couleurs à l'économie brésilienne, après deux années de timide croissance qui ont suivi une récession historique.

Il a choisi pour cette tâche ardue l'économiste Paulo Guedes, passé par l'Université de Chicago, berceau du libéralisme économique moderne.

Le gourou économique de Bolsonaro, qui a l'intention de mettre en place un vaste plan de privatisations, a par ailleurs nommé d'autres "Chicago Oldies" (les anciens de Chicago) -- comme les surnomment la presse brésilienne -- à des postes clés, comme la direction de la compagnie pétrolière d'Etat Petrobras et de la banque publique de développement BNDES.

Le ministère du Travail a été tout bonnement supprimé, et ses attributions diluées dans trois ministères, notamment celui de la Justice, mais aussi celui de l'Economie et de la Citoyenneté.

Jair Bolsonaro, qui a toujours affiché son admiration pour la dictature militaire qui a sévi au Brésil de 1964 à 1985, a nommé sept ministres passés par l'armée à son gouvernement.

Trois généraux de réserve ont notamment été nommés à des portefeuilles-clés, la Défense, le Cabinet de sécurité institutionnelle -- qui coordonne les services du renseignement-- et le Secrétariat du gouvernement, chargé des relations avec les Etats et municipalités.

Sans compter le vice-président élu, Hamilton Mourao, lui aussi général, censé participer activement au gouvernement.

Bolsonaro a également nommé des ministres qui partagent ses valeurs conservatrices, farouchement opposés à l'avortement et au supposé "endoctrinement" des élèves par des professeurs "gauchistes".

Deux d'entre eux ont été proposés par son gourou idéologique, le philosophe Olavo de Carvalho.

Le futur ministre des Affaires étrangères, Ernesto Araujo, a promis par exemple d'expurger le "marxisme culturel" de la diplomatie brésilienne.

Le philosophe d'origine colombienne Ricardo Vélez, professeur émérite de l'École de commandement et d'état-major de l'armée, a été nommé à l'Éducation, avec la bénédiction du puissant lobby évangélique, qui s'était opposé à un autre nom pressenti au profil plus progressiste.

Le président élu a séduit de nombreux fidèles d'églises néo-pentecôtistes qui se sont reconnus dans son slogan "Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous".

C'est pourquoi il a choisi pour le ministère de la Famille, de la Femme et des Droits de l'Homme la pasteure évangélique Damares Alves, résolument anti-avortement, mais qui a tenu depuis sa nomination des propos conciliants envers la communauté LGBT. AFP11 décembre 2018